

CONSEIL COMMUNAL DU 17 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 17 NOVEMBER 2025

[NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES](#)
[AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA](#)

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 **Interpellation citoyenne : Protégeons la population de notre commune contre la pollution de l'air par le chauffage au bois (Complémentaire)**

Le contexte

Le chauffage au bois a gagné en popularité ces dernières années, notamment suite à la pandémie du Covid, mais aussi à la guerre en Ukraine et de la hausse des prix du gaz et de l'électricité qui en a résulté. Cela peut se constater dans notre commune à en juger par des smogs et odeurs de plus en plus fréquents. Ces fumées ne sont pourtant pas à banaliser car elles contiennent de nombreuses particules fines et des substances nocives et cancérigènes.

En particulier, le chauffage au bois émet de grandes quantités de particules fines PM2.5. En suspension dans l'air, ces particules de moins de 2,5 micromètres de diamètre, pénètrent profondément dans les poumons et le sang, et provoquent des troubles respiratoires, cardiovasculaires et un risque accru de mortalité prématurée.

Selon Bruxelles Environnement, [Le chauffage au bois représentait 17% des émissions totales de particules fines PM2.5 en Région Bruxelloise en 2023, alors qu'il n'était utilisé, à titre de chauffage principal, que par moins d'1% des bâtiments résidentiels et tertiaires. Ce type de chauffage pollue donc de manière disproportionnée et émet presque qu'autant de particules fines, au niveau régional, que le trafic routier \(22%\)](#) [Bxl Env, 07/2025]. De plus, le chauffage au bois contribue aux pics de pollution qui sont plus fréquents et plus intenses en hiver.

[L'Agence Européenne pour l'Environnement nous rappelle pourtant qu'au moins 239 000 décès dans l'UE en 2022 étaient imputables à des niveaux de particules fines \(PM2.5\) dépassant les valeurs fixées par l'OMS en 2021](#) [EEA, 2024]. Les niveaux de pollution en Région de Bruxelles sont bien au-delà de ces valeurs.

Bruxelles Environnement souligne que les foyers ouverts, inserts et poêles à bois représentent la grande majorité des systèmes de chauffage au bois en Région Bruxelloise. Souvent utilisés comme chauffage d'appoint ou d'agrément, ces appareils figurent parmi les moins performants et les plus polluants. En raison de leurs émissions particulièrement élevées, Bruxelles Environnement a d'ailleurs recommandé à la Région Bruxelloise d'en interdire une partie [Bxl Env, 2023].

A titre d'exemple, une [vidéo de sensibilisation](#) [Milieu, 2024] produite par la Fondation Milieu Centraal aux Pays-Bas permet de souligner qu'un poêle à bois peut, en une seule heure de fonctionnement, émettre autant de particules fines qu'un véhicule diesel Euro 6 parcourant 1 000 km.

Le chauffage au bois est polluant à trois niveaux : à l'intérieur de l'habitation où il est utilisé [augmentant, par exemple, les risques de cancer de 43%](#) [dsawsp, 1], dans le voisinage directement exposé aux fumées

et, plus généralement, au niveau de la Région Bruxelloise (mesurable par les stations de Bruxelles Environnement).

A l'occasion d'une audition au Parlement Bruxellois, qui s'est tenue le 22 octobre dernier devant la Commission Energie et Environnement, et qui faisait suite à une pétition, la majorité des partis a reconnu que la réglementation bruxelloise a largement sous-estimé cette problématique. Le chauffage au bois représente un problème de santé publique, est incompatible avec les ambitions d'amélioration des performances énergétique du bâti, et n'est pas approprié en milieu urbain. La commission a également reconnu la nécessité de renforcer la communication/sensibilisation des citoyens, au niveau régional et communal [BRUZZ, 10/2025].

Nous nous adressons donc aujourd'hui aux autorités d'Etterbeek pour sensibiliser et protéger les habitants de la commune.

Les demandes adressées au conseil communal

1. Les campagnes de mesure de la qualité de l'air, selon la note d'orientation politique 2025-2027

Selon « [La note d'orientation politique 2025-2027](#) » [Ett, 2025], la commune d'Etterbeek accorde une attention particulière à la qualité de l'air respiré par les plus jeunes. Des campagnes de mesure des polluants aux abords des écoles sont menées en collaboration avec Les Chercheurs d'Air.

Quelques questions se posent :

- Les Chercheurs d'Air cesseront probablement une grande partie des campagnes menées en Région Bruxelloise à l'avenir, faute de financement. Qu'en est-il d'Etterbeek ?
- A-t-on pu mettre en évidence la part des émissions liées au chauffage au bois dans les concentrations de particules fines PM2.5 qui auraient été mesurées récemment ?
- Les rues scolaires sont une mesure proposée par « Les chercheurs d'air » pour diminuer le NO2 dans les rues adjacentes aux écoles [CdA, 2023]. Quelles mesures ont été mises en place pour réduire l'exposition des enfants aux particules fines PM2.5 ?

2. Sensibilisation des habitants de la commune

Nous demandons de mettre en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation, notamment :

- **Rappeler les obligations** des utilisateurs de systèmes de chauffage au bois, qui découlent de l'[arrêté du gouvernement bruxellois d'application depuis le 01/01/2025](#) [Bxl Env, 03/2025];
- **Informer** les habitants des problèmes de santé publique que représente le chauffage au bois, aussi bien à l'intérieur de l'habitation (pollution aux PM, risque d'intoxication au CO, risques accrus de cancers et de problèmes respiratoires), que dans le voisinage direct ;
- **Sensibiliser** les habitants à l'importance de minimiser les smogs en adoptant de [bonnes pratiques](#) [Maitrise du Feu] ;
- Joindre une **fiche explicative** de manière ciblée **aux permis d'urbanisme** sur les risques de se chauffer au bois (pollution intérieure, nécessité d'une ventilation suffisante pour les risques d'intoxication au CO, **distance à respecter avec les prises d'air**, obligation de faire installer par un professionnel, etc.). Voir à ce propos les recommandations de Bruxelles Environnement [Bxl Env, 2023].
- **Informer/relayer** (sur be-Alert, par exemple) l'[interdiction de se chauffer au bois durant les pics de pollution](#) [Ejustice, 2018] ;

Il est important de sensibiliser les habitants avant l'arrivée de l'hiver et des pics de pollution.

3. Participation/financement de campagnes de type « science citoyenne » pour mesurer les particules fines (PM 2.5).

Différentes options sont possibles et combinables :

- Participer au réseau de mesures <https://aqicn.org/city/brussels>
- Organiser une campagne active et subsidiée par la commune de mesures volontaires, en collaboration avec CurieuzenAir, le Bral ou les Chercheurs d’Air ;
- Mettre à disposition des citoyens qui le souhaitent, [un appareil de mesure de pollution](#) [Vito] intérieur et les sensibiliser ainsi, de manière volontaire, aux dangers de ce type de chauffage. [Une expérience de ce type existe à Gent](#) [Ghent, 2025]

4. Une collaboration/communication plus étroite avec les autorités régionales, Bruxelles Environnement et les autres communes, afin d’assurer une politique locale cohérente et complémentaire.

Sources et liens

[Bxl Env, 07/2025] : <https://environnement.brussels/citoyen/documentation-et-outils/etat-des-lieux-de-l'environnement/emissions-de-polluants#les-inventaires-des-emissions-dans-lair-une-source-d'informations-precieuse>

[EEA, 2024] : <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/harm-to-human-health-from-air-pollution-2024>;

[Bxl Env, 2023] : https://document.environnement.brussels/opac_css/electfile/RAP_20230526_Rapport_synthese_benchmark_chauffage_bois_clean.docx

[BRUZZ, 10/2025] : <https://www.bruzz.be/actua/gezondheid/verbod-op-houtverwarming-krijgt-bijval-parlement-beleid-liet-steken-vallen-2025-10>

[Ett, 2025]: https://etterbeek.brussels/sites/default/files/publications/pdf/2025-08/20250525_note-d-orientation-politique-2025.pdf

[dsawsp, 1]: <https://www.dsawsp.org/health/health-effects>

[dsawsp, 2]: <https://www.dsawsp.org/health/children-and-wood-smoke>;

[Milieu, 2024] : <https://www.youtube.com/watch?v=gZdohg3e0G0>

[Bxl Env, 03/2025] : <https://environnement.brussels/citoyen/news/2025/chauffage-au-bois-bruxelles-nouvelles-regles-pour-une-meilleure-qualite-de-lair>

[Maitrise du Feu] : <http://lamaitrisedufeu.be/bonnes-pratiques>

[Ejustice, 2018] : <https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2018/05/31/2018031386/moniteur>;

[Vito]: <https://emis.vito.be/nl/tools/keuzetool-sensorboxen/sensorboxen>;

[Ghent, 2025]: <https://stad.gent/nl/groen-milieu/klimaat/hoe-gezond-onze-gentse-lucht/burgeronderzoek-luchtmeters>

[CdA, 2023] : <https://www.leschercheursdair.be/2023/11/08/pres-de-400-ecoles-bruxelloises-bientot-en-rue-scolaire>

Burgerinterpellatie: Bescherm de bevolking van onze gemeente tegen luchtvervuiling door houtverwarming (Aanvullend)

Context

Verwarmen met hout heeft de afgelopen jaren aan populariteit gewonnen, met name sinds de coronapandemie, maar ook door de oorlog in Oekraïne en de daaruit voortvloeiende stijging van de gas- en

elektriciteitsprijzen. Dit valt ook in onze gemeente waar te nemen, te oordelen naar de steeds vaker voorkomende smog en geuren. Deze rook mag echter niet worden gebagatelliseerd, want ze bevat talrijke fijnstofdeeltjes en schadelijke, kankerverwekkende stoffen.

Vooral houtverwarming stoot grote hoeveelheden fijnstof PM_{2,5} uit. Deze deeltjes, kleiner dan 2,5 micrometer in diameter, blijven zweven in de lucht, dringen diep door in de longen en het bloed, en veroorzaken ademhalingsproblemen, hart- en vaatziekten en een verhoogd risico op vroegtijdige sterfte.

Volgens Leefmilieu Brussel [vertegenwoordigde houtverwarming in 2023 maar liefst 17% van de totale uitstoot van fijnstof PM_{2,5} in het Brussels Gewest, terwijl het als hoofdverwarming werd gebruikt door minder dan 1% van de residentiële en tertiaire gebouwen. Dit type verwarming vervuult dus op een disproportionele manier en stoot op gewestelijk niveau bijna evenveel fijnstof uit als het wegverkeer \(22%\)](#) [Leefmilieu Brussel, 07/2025]. Bovendien draagt houtverwarming bij aan vervuilingsspieken die in de winter frequenter en intenser zijn.

[Het Europees Milieuagentschap herinnert ons eraan dat in 2022 minstens 239.000 sterfgevallen in de EU te wijten waren aan fijnstofniveaus \(PM_{2,5}\) die de door de WHO in 2021 vastgestelde waarden overschreden](#) [EEA, 2024]. De vervuilingsniveaus in het Brussels Gewest liggen ruim boven deze waarden.

Leefmilieu Brussel benadrukt dat open haarden, inzethaarden en houtkachels de grote meerderheid vormen van de houtverwarmingssystemen in het Brussels Gewest. Vaak worden deze toestellen gebruikt als bij- of sfeerverwarming, maar ze behoren tot de minst efficiënte en meest vervuilende. Vanwege hun bijzonder hoge uitstoot heeft Leefmilieu Brussel de Brusselse overheid zelfs aanbevolen een deel ervan te verbieden [Leefmilieu Brussel, 2023].

Bijvoorbeeld: een [sensibiliseringsvideo](#) [Milieu, 2024] van de Stichting Milieu Centraal in Nederland toont aan dat een houtkachel in slechts één uur werking evenveel fijnstof kan uitstoten als een Euro 6-dieselloerwagen dat 1.000 km aflegt.

Houtverwarming vervuult op drie niveaus: binnen de woning waar ze wordt gebruikt ([waarbij bijvoorbeeld het kankerrisico met 43% toeneemt](#)) [dsawsp, 1], in de directe omgeving die aan de rook wordt blootgesteld, en meer algemeen op het niveau van het Brussels Gewest (meetbaar via de stations van Leefmilieu Brussel).

Tijdens een hoorzitting in het Brussels Parlement, die op 22 oktober jl. plaatsvond voor de commissie Energie en Leefmilieu en volgde op een petitie, erkende de meerderheid van de partijen dat de Brusselse regelgeving dit probleem sterk heeft onderschat. Houtverwarming vormt een probleem voor de volksgezondheid, is onverenigbaar met de ambities om de energieprestaties van gebouwen te verbeteren en is niet geschikt in een stedelijke omgeving. De commissie erkende bovendien de noodzaak om de communicatie en sensibilisering van de burgers, zowel op gewestelijk als op gemeentelijk niveau, te versterken [BRUZZ, 10/2025].

Wij richten ons vandaag dan ook tot de autoriteiten van Etterbeek om de inwoners van de gemeente te sensibiliseren en te beschermen.

De vragen voor de gemeenteraad

1. De meetcampagnes van de luchtkwaliteit, volgens de beleidsnota 2025-2027 van de gemeente Etterbeek

Volgens "[De beleidsnota 2025-2027](#)" [Ett, 2025] besteedt de gemeente Etterbeek bijzondere aandacht aan de kwaliteit van de lucht die de jongsten inademen. Er worden campagnes georganiseerd om vervuilende stoffen te meten in de omgeving van scholen, in samenwerking met "Les Chercheurs d'Air".

Er rijzen enkele vragen:

"Les Chercheurs d'Air" zullen in de toekomst waarschijnlijk een groot deel van hun campagnes in het

Brussels Gewest stopzetten bij gebrek aan financiering. Hoe zit het met Etterbeek?

Kon het aandeel van de uitstoot door houtverwarming in de recent gemeten concentraties van fijnstof PM2,5 worden aangetoond?

Schoolstraten zijn een maatregel die door “Les Chercheurs d’Air” wordt voorgesteld om de NO2-concentratie in de straten rond scholen te verminderen [CdA, 2023]. Welke maatregelen zijn er genomen om de blootstelling van kinderen aan fijnstof PM2,5 te verminderen?

2. Sensibilisering van de inwoners van de gemeente

We vragen om informatie- en sensibiliseringscampagnes te organiseren, met name:

- **De verplichtingen** voor gebruikers van houtverwarmingssystemen herhalen, die voortvloeien uit het [besluit van de Brusselse Regering dat sinds 01/01/2025 van kracht is](#) [Leefmilieu Brussel, 03/2025];
- De inwoners informeren over de problemen voor de volksgezondheid die houtverwarming met zich meebrengt, zowel binnen de woning (vervuiling door fijnstof, risico op CO-vergiftiging, verhoogd risico op kanker en ademhalingsproblemen) als in de directe omgeving;
- De inwoners **bewustmaken** van het belang van het minimaliseren van smog door [goede praktijken](#) toe te passen [Maitrise du Feu];
- Een **fiche met uitleg** bij de **stedenbouwkundige vergunningen** voegen over de risico's van houtverwarming (vervuiling binnenshuis, noodzaak van voldoende ventilatie om CO-vergiftiging te voorkomen, **afstand tot luchtinlaten**, verplichting om de installatie door een vakman te laten uitvoeren, enz.). Zie hierover de aanbevelingen van Leefmilieu Brussel [Leefmilieu Brussel, 2023].
- **Informeren/doorgeven** (bijvoorbeeld via be-Alert) over het [verbod op houtverwarming tijdens pieken in de vervuiling](#) [Ejustice, 2018];

Het is belangrijk om de inwoners te sensibiliseren voor de start van de winter en de vervuilingsspieken.

3. Deelname aan en financiering van het type “burgerwetenschap” om fijne deeltjes (PM 2.5° te meten.

Er zijn verschillende opties, die te combineren zijn:

- Deelnemen aan het meetnetwerk <https://aqicn.org/city/brussels>
- Een actieve, door de gemeente gesubsidieerde campagne met vrijwillige metingen organiseren, in samenwerking met CurieuzenAir, Bral of Chercheurs d'Air;
- Aan burgers die dat willen [een apparaat geven om de vervuiling binnenshuis te meten](#) [Vito] en hen zo op vrijwillige basis bewustmaken van de gevaren van dit type verwarming. [Er bestaat zo'n experiment in Gent](#) [Gent, 2025]

4. Een nauwere samenwerking/communicatie met de gewestelijke overheid, Leefmilieu Brussel en andere gemeenten voor een samenhangend en complementair lokaal beleid.

Bronnen en links

[Leefmilieu Brussel, 07/2025]: <https://leefmilieu.brussels/burgers/documentatie-en-tools/leefmilieu-stand-van-zaken/emissies-van-verontreinigende-stoffen>

[EEA, 2024]: <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/harm-to-human-health-from-air-pollution-2024>;

[Leefmilieu Brussel, 2023]: https://document.environnement.brussels/opac_css/elecfile/RAP_20230526_Rapport_synthese_benchmark_chauffage_bois_clean.docx

[BRUZZ, 10/2025]: <https://www.bruzz.be/actua/gezondheid/verbod-op-houtverwarming-krijgt-bijval-parlement-beleid-liet-steken-vallen-2025-10>

[Ett, 2025]: https://etterbeek.brussels/sites/default/files/publications/pdf/2025-08/20250525_note-d-orientation-politique-2025.pdf

[dsawsp, 1]: <https://www.dsawsp.org/health/health-effects>

[dsawsp, 2]: <https://www.dsawsp.org/health/children-and-wood-smoke>;

[Milieu, 2024]: <https://www.youtube.com/watch?v=gZdohg3e0G0>

[Leefmilieu Brussel, 03/2025]:] <https://leefmilieu.brussels/burgers/news/2025/verwarmen-op-hout-brussel-nieuwe-regels-om-de-luchtkwaliteit-te-verbeteren>

[Maitrise du Feu]: <http://lamaitrisedufeu.be/bonnes-pratiques>

[Ejustice, 2018] : <https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/bsluit/2018/05/31/2018031386/staatsblad>;

[Vito]: <https://emis.vito.be/nl/tools/keuzetool-sensorboxen/sensorboxen>;

[Gent, 2025]: <https://stad.gent/nl/groen-milieu/klimaat/hoe-gezond-onze-gentse-lucht/burgeronderzoek-luchtmeters>

[CdA, 2023]: <https://www.leschercheursdair.be/2023/11/08/pres-de-400-ecoles-bruxelloises-bientot-en-rue-scolaire>

2 Interpellation citoyenne Conseil communal du 13 octobre 2025- report du 13/10/2025

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames les Échevines, Messieurs les Échevins,

Cher.es membres du Conseil communal,

Nous vous remercions de nous accorder la parole ce soir.

Nous sommes un collectif de citoyennes et citoyens engagé•es dans la défense des droits fondamentaux des personnes migrantes et sans-chez-soi à Etterbeek. À l'origine de la motion « Commune Hospitalière adoptée à l'unanimité par le Conseil communal en juin 2018, nous souhaitons revenir vers vous, aujourd'hui, pour en renforcer la mise en œuvre. Nous vous soumettons trois axes prioritaires liés au droit au logement.

1. À propos des logements et bâtiments vides

Nous demandons à la Commune de promouvoir et faciliter les occupations temporaires négociées, encadrées par des conventions légales, en partenariat avec des collectifs et associations. Ces occupations permettent à des personnes sans-papiers ou sans-chez-soi de ne pas dormir dehors, de préserver leur santé et leur sécurité, et d'accéder à une domiciliation.

Nous demandons également que la Commune s'engage à ce que 20 % des logements inoccupés sur son territoire soient pris en gestion publique dans les cinq prochaines années. Ce droit, prévu par le Code bruxellois du logement, permet de rénover des logements vides et de les mettre à disposition à loyer réduit. Etterbeek peut adopter une position exemplaire face à l'inoccupation.

2 À propos des besoins urgents et immédiats

Nous demandons à la Commune d'augmenter l'offre de logements d'urgence et de transit. Concrètement

- Étendre la période d'ouverture des abris de nuit, en les activant plus tôt et en les maintenant au-delà du printemps.

- Créer un centre d'accueil d'urgence ouvert toute l'année, avec encadrement digne et sécurisé.
- Préserver des logements temporaires gratuits, avec domiciliation, notamment pour les personnes sans-papiers.

Nous proposons un objectif indicatif : 60 logements de transit et baux glissants attribués par an à Etterbeek. Ces dispositifs permettent à des personnes accompagnées par le CPAS ou des associations d'accéder à un logement de qualité, avec un accompagnement adapté.

Nous demandons aussi à la Commune de soutenir la création de logements temporaires collectifs et de logements solidaires, en s'appuyant sur les expériences menées pendant la pandémie. Ces modèles de colocation encadrée permettent une meilleure répartition des places et une domiciliation pour les personnes isolées.

3. À propos d'un accès durable et pérenne au logement

Nous demandons à la Commune d'augmenter l'offre de logements sociaux, en accélérant les rénovations et en soutenant la création de nouveaux logements à finalité sociale.

Nous demandons également que les régies communales et le CPAS renforcent leurs attributions de logements durables à des personnes sans-chez-soi, via des conventions avec des services de guidance à domicile ou des dispositifs Housing First.

Enfin, nous demandons que de nouveaux logements Housing First soient créés sur le territoire d'Etterbeek. Ce modèle, reconnu en Région bruxelloise depuis 2018, permet de reloger directement les personnes sans-chez-soi dans des logements stables, avec un accompagnement psycho-social adapté. Il est efficace, humain et moins coûteux que les dispositifs d'urgence.

Conclusion

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, nous vous invitons ce soir à faire vivre pleinement l'esprit de la motion « Commune Hospitalière en agissant concrètement pour le droit au logement. En tant que citoyen·nes engagé·es, nous restons disponibles pour transmettre les informations utiles dont nous disposons, notamment celles issues du terrain et des acteurs associatifs.

Il nous semble essentiel que la Commune et ses services prennent pleinement leurs responsabilités pour mettre en œuvre des solutions durables, dignes et inclusives.

Nous vous remercions pour votre attention.

Pour conclure, nous souhaiterions poser deux questions précises, en lien direct avec les propositions que nous venons de formuler.

1. La Commune prévoit-elle de mettre en place un cadastre locat des logements inoccupés, comme le recommande la motion « Commune Hospitalière » et le Masterplan régional de Bruss'Help ? Si oui, selon quel calendrier ?

2. Le CPAS d'Etterbeek est-il prêt à signer la convention proposée par les maisons médicales du Maelbeek et du Collectif Santé 1040, afin d'améliorer l'accès à l'Aide Médicale Urgente pour (es) personnes sans titre de séjour ?

Burgerinterpellatie - Gemeenteraad van Etterbeek van 13 oktober 2025 - uitstel van 13/10/2025

Geachte burgemeester,

Geachte schepenen,

Geachte leden van de gemeenteraad,

Wij danken u dat u ons vanavond het woord geeft.

Wij zijn een collectief van burgers die zich inzetten voor de verdediging van de grondrechten van migranten en daklozen in Etterbeek. Als initiatiefnemers van de motie "Gastvrije gemeente", die in juni 2018 unaniem door de gemeenteraad werd aangenomen, willen we vandaag bij u terugkomen om de uitvoering ervan te versterken. We stellen u drie prioriteiten voor in verband met het recht op huisvesting.

1. Over leegstaande woningen en gebouwen

We vragen de gemeente om tijdelijke bewoning te bevorderen en te faciliteren, op basis van onderhandelde, wettelijk vastgelegde overeenkomsten, in samenwerking met collectieven en verenigingen. Dankzij deze bewoning hoeven mensen zonder papieren of daklozen niet buiten te slapen, kunnen ze hun gezondheid en veiligheid behouden en krijgen ze een woonplaats.

We vragen ook dat de gemeente zich ertoe verbindt om 2() % van de leegstaande woningen op haar grondgebied in de komende vijf jaar onder openbaar beheer te plaatsen. Dit recht, dat is vastgelegd in het Brusselse Huisvestingswetboek, maakt het mogelijk om leegstaande woningen te renoveren en tegen een lagere huurprijs ter beschikking te stellen. Etterbeek kan een voorbeeldfunctie vervullen in de strijd tegen leegstand.

2. Over dringende en onmiddellijke behoeften

We vragen de gemeente om het aanbod van nood- en tijdelijke huisvesting te vergroten.

Concreet:

- De openingsperiode van de nachtopvang uitbreiden, door ze eerder te openen en ook na de lente open te houden.
- Een noodopvangcentrum creëren dat het hele jaar door open is, met waardige en veilige begeleiding.
- Gratis tijdelijke huisvesting met domicilie behouden, met name voor mensen zonder papieren.

We stellen een indicatieve doelstelling voor: 60 transitwoningen en glijdende huurcontracten per jaar toegewezen in Etterbeek. Deze voorzieningen geven mensen die worden begeleid door het OCMW of verenigingen toegang tot kwaliteitsvolle huisvesting, met aangepaste begeleiding.

We vragen de gemeente ook om de creatie van tijdelijke collectieve woningen en solidaire woningen te ondersteunen, voortbouwend op de ervaringen die tijdens de pandemie zijn opgedaan. Deze modellen van begeleide huisvesting zorgen voor een betere verdeling van de plaatsen en een domicilie voor geïsoleerde personen.

3. Over duurzame en blijvende toegang tot huisvesting

We vragen de gemeente om het aanbod van sociale woningen te vergroten door renovaties te versnellen en de bouw van nieuwe sociale woningen te ondersteunen.

We vragen ook dat de gemeentelijke huisvestingsmaatschappijen en het OCMW hun toewijzing van duurzame woningen aan daklozen versterken, via overeenkomsten met thuisbegeleidingsdiensten of Housing First-regelingen.

Ten slotte vragen we dat er nieuwe Housing First-woningen worden gecreëerd op het grondgebied van Etterbeek. Dit model, dat sinds 2018 in het Brussels Gewest wordt erkend, maakt het mogelijk om daklozen rechtstreeks te herhuisvesten in stabiele woningen, met aangepaste psychosociale begeleiding. Het is doeltreffend, menselijk en minder duur dan noodopvangvoorzieningen.

Conclusie

Geachte burgemeester, geachte schepenen, wij nodigen u vanavond uit om de geest van de motie "Gastvrije gemeente" ten volle tot leven te brengen door concreet actie te ondernemen voor het recht op huisvesting. Als geëngageerde burgers blijven wij beschikbaar om de nuttige informatie waarover wij beschikken door te geven, met name die welke afkomstig is uit het veld en van actoren uit het verenigingsleven.

Wij vinden het essentieel dat de gemeente en haar diensten hun verantwoordelijkheid nemen om duurzame, waardige en inclusieve oplossingen te implementeren.

Wij danken u voor uw aandacht.

Tot slot willen we twee specifieke vragen stellen die rechtstreeks verband houden met de voorstellen die we zojuist hebben gedaan.

1. Is de gemeente van plan een lokaal kadaster van leegstaande woningen op te zetten, zoals aanbevolen in de motie "Commune Hospitalière" en het regionale masterplan van Bruss'Help? Zo ja, volgens welk tijdschema?

2. Is het OCMW van Etterbeek bereid om de overeenkomst te ondertekenen die is voorgesteld door de medische centra van Maalbeek en Collectif Santé 1040, om de toegang tot spoedeisende medische hulp voor mensen zonder verblijfsvergunning te verbeteren?

5 annexes / 5 bijlagen

Signatures.pdf, Note complémentaire à l'interpellation citoyenne.pdf, MotionCommunehospitaliere_IT_13juni2018.pdf.pdf, Interpellation citoyenne - Renforcement Motion Commune Hospitalière.pdf, Détails soumission.pdf

3 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 13.10.2025

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 13.10.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

4 Conseil communal - Délégations et mandats - Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 26.05.2025 désignant Monsieur Cédric LELOUP en qualité de membre de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl ;

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Cédric LELOUP, suite à sa démission, de membre de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl ;

Considérant que Monsieur Kourdoussi Mourad est proposé pour le remplacer ;

DESIGNE

Kourdoussi Mourad

en qualité de membres de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Cultureel Centrum Etterbeek Senghor vzw

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 01 december 2024;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26.05.2025 tot benoeming van mijnheer Cédric LELOUP als lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw;

overwegende dat het aangewezen is om mijnheer Cédric LELOUP te vervangen, naar aanleiding van zijn ontslag, als lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw;

overwegende dat mijnheer Kourdoussi Mourad wordt voorgesteld om haar te vervangen;

BENOEMT

Kourdoussi Mourad

tot lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

5 Conseil communal - Délégations et mandats – Port de Bruxelles

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de désigner **XXXXXXXX** en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales du Port de Bruxelles.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Haven van Brussel

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 01 december 2024;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST **XXXXXXXXXX** aan te stellen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van De Haven van Brussel.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Affaires générales - Algemene Zaken

6 Affaires générales - Enseignement communal fondamental ordinaire (CLAIRE JOIE) - Avenant n°2 à la convention de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'école en Région Bruxelloise - Adoption

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23/01/2023 adoptant la **convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré** et ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à l'école Claire Joie pour végétaliser sa cour dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'écoles en Région bruxelloise ;

Vu la délibération du 18/12/2023 adoptant un premier avenant à cette convention, visant à modifier les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations) ;

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement du projet, il y a lieu de modifier une nouvelle fois les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations), selon les termes repris dans l'avenant n°2 (ci-dessous) à la convention, tel que transmis par Bruxelles Environnement ;

DÉCIDE

D'adopter l'avenant n° 2 (ci-dessous) à la **convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr  **, tel que transmis par Bruxelles Environnement :

Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr  
Avenant n° 2

Entre, d'une part,

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles,
Représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

Et, d'autre part,

L'  cole communale fondamentale « Claire Joie »

Dont le siège est situé Rue Beckers 129, 1040 Bruxelles,
Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale,
Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

APRÈS AVOIR EXPOSÉ QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Suite aux réunions du comité d'accompagnement et afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Durée de la mission :

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le **01/01/2023** et est prolongée jusqu'au **20/12/2026**.

Article 2 – Modalités de liquidations :

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Le solde sera liquidé sur base d'un rapport final et d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission de préférence par voie

électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » :

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci,

- par voie électronique (format PDF) à invoice@environnement.brussels
- ou via Mercurius (PEPPOL – [Nos coordonnées](#))

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 3 – Entrée en vigueur :

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le 17/11/2025

Algemene Aangelegenheden - Gemeentelijk gewoon basisonderwijs (CLAIRE JOIE) - Aangangsel nr. 2 bij de subsidieovereenkomst in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen van scholen in het Brussels Gewest - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 23/01/2023 houdende goedkeuring van de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré** waarin de bepalingen betreffende het gebruik, de te leveren bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de school Claire Joie toegekende subsidie voor de vergroening van haar speelplaats in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen in scholen in het Brussels Gewest worden verduidelijkt;

gelet op de beraadslaging van 18/12/2023 tot goedkeuring van een eerste aangangsel bij deze overeenkomst om de artikels 3 (Duur van de opdracht) en 8 (Vereffeningsmodaliteiten);

overwegende dat het voor het goede verloop van het project nodig is om artikels 3 (Duur van de opdracht) en 8 (Vereffeningsmodaliteiten) opnieuw te veranderen, volgens de voorwaarden uit aangangsel nr. 2

(hieronder) bij de overeenkomst, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel;

BESLIST

om het aanhangsel bij de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr  **, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel, goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/ClaireJoie/Op  _R  -cr  
Aanhangsel nr. 2

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal

en anderzijds:

de Ecole communale fondamentale 'Claire Joie'

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Beckerstraat 129, 1040 Brussel.
Vertegenwoordigd door Vincent De WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.
Hierna "de begunstigde" genoemd.

NADAT WERD UITEENGEZET DAT:

De partijen een subsidieovereenkomst hebben afgesloten met als voorwerp het verduidelijken van de bepalingen te preciseren over het gebruik, de te bezorgen bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die werd toegekend aan de begunstigde krachtens het besluit met de voormelde referentie, hierna "het besluit" genoemd.

Als gevolg van de vergaderingen van het begeleidingscomité en om het geode verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken, willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Duur van de opdracht:

Artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

De te subsidiëren periode loopt **01/01/2023** tot en met **20/12/2026**.

Artikel 2 – Vereffeningsmodaliteiten:

Artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

Het saldo zal worden vereffend op basis van een eindverslag en een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De

betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 3 maanden na het einde van de opdracht worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie zoals vermeld in de titel gevolgd door « /Saldo »

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring van het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, en dit,

- via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels
- of via Mercurius (PEPPOL – [Onze gegevens](#))

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 3 – In werking trekking:

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgesteld in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart zijn exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op 17/11/2025.

1 annexe / 1 bijlage

SUB_Opé Ré-cr  _2022_Avenant_Convention_Claire Joie_2.pdf

7 Conseil consultatif pour la promotion de la Santé - Désignation des membres

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place et la relance de conseils consultatifs dont le conseil consultatif pour la promotion de la santé ;

Considérant que le Conseil communal, dans sa séance du 22 septembre 2025, a approuvé le règlement du Conseil consultatif pour la promotion de la Santé ;

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevin.e.s, en sa séance du 9 avril 2025, a approuvé l'extraction des données pour le tirage au sort de conseillers et conseillères (voir annexe 2) ;

Considérant l'article 4 de ce règlement (voir annexe 1) précisant la composition du conseil consultatif, à savoir :

- 30 citoyen.nes au total, désigné.e.s selon les modalités décrites à l'article 5§1 du règlement : les citoyen.ne.s siégeant au sein du Conseil sont soit volontaires, soit tiré.e.s au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevin.es, sur base d'une extraction du registre national et dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles.

Considérant que le service de la participation citoyenne a reçu 135 candidatures suite à l'appel à candidature (110 candidatures pour la catégorie des tiré.e.s au sort et 25 candidatures pour la catégorie des volontaires) ;

Considérant l'article 5§1 du règlement, précisant les modalités de désignation des membres citoyens, à savoir :

- Parité Hommes/Femmes
- 1/3 de représentant.e.s de moins de 30 ans
- La meilleure représentativité possible des différents quartiers

Considérant que, pour le critère de la parité hommes/femmes et sur base des candidatures reçues, 15 femmes et 15 hommes ont été tirés au sort parmi les candidatures reçues ;

Considérant que, pour le critère des représentant.e.s de moins de 30 ans (1/3) et sur base des candidatures reçues, 2 femmes et 4 hommes de moins de 30 ans ont été sélectionnés parmi les candidatures reçues ; que 3 femmes et un homme les plus proches de cette tranche d'âge ont ensuite été sélectionnés ;

Considérant que, pour le critère de la représentativité des différents quartiers et sur base des candidatures reçues, 10 personnes font partie du quartier Jourdan Saint-Pierre ; 12 personnes font partie du quartier de La Chasse et 8 personnes font partie du quartier de Saint-Michel Tongres ;

Considérant que des suppléant.e.s seront désignés pour remplacer utilement les membres effectifs qui démissionneraient par la suite ;

Considérant que chaque départ d'un.e membre entraînera la désignation d'un nouveau suppléant en vue de garantir la composition du conseil consultatif telle que décrite dans le règlement ;

DÉCIDE de désigner les membres suivants en tant que conseiller.e.s du Conseil consultatif pour la promotion de la Santé :

1. Amey, Florence
2. Arda, Yiğiter
3. Cavallotto, Giuseppe
4. Christiaens, Vincent
5. De Neuter, Patrick
6. De Visscher, Jacques
7. Dessale, Mathilde
8. Diane, Kourtim
9. Diseur, Delphine
10. Gérard, Danielle
11. Gérard, Philippe
12. Gillet, Lambert
13. Giusti, Fabrizio
14. Havrysh, Inna
15. Ibagnez, Alain
16. Jaber, Sami
17. Luka, Sartania
18. Mangiotis, Rozalia
19. Najimi, Sadaf

20. Pasaoglu, Manuel
21. Popova, Teodora
22. Preethi, Ramalingam
23. Rusca, Rossella
24. Safi Diazila, Anita
25. Simon, Ambroise
26. Sors, Andrew
27. Tundilua, Marzane
28. Vaccari, Andreas
29. Van Bemst, Anne-France
30. Vande Steene, Andree

Adviesraad voor Gezondheid - Aanstelling van de leden

De gemeenteraad,

overwegende dat de beleidsnota 2025-2027 voorziet in de oprichting en herlancering van adviesraden, waaronder de adviesraad voor gezondheidsbevordering;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 22 september 2025 het reglement over de werking van de Adviesraad voor Gezondheidsbevordering heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 9 april 2025 goedkeuring heeft gegeven voor de extractie van gegevens voor de loting van raadsleden (zie bijlage 2);

gelet op artikel 4 van dit reglement (zie bijlage 1) over de samenstelling van de adviesraad, met name:

- 30 inwoners in totaal, aangesteld volgens de voorwaarden uit artikel 5 §1 van het reglement: de inwoners die in de raad zetelen hebben zich ofwel vrijwillig kandidaat gesteld, ofwel werden zij geloot door de dienst die daartoe wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, op basis van een extractie uit het rijksregister en in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens.

overwegende dat de dienst Burgerparticipatie 135 kandidaturen heeft ontvangen naar aanleiding van de kandidatuuroproep (110 kandidaturen voor de categorie van de gelote leden en 25 kandidaturen voor de categorie van de leden-vrijwilligers);

overwegende dat artikel 5 §1 van dat reglement de voorwaarden voor de aanstelling van de leden bepaalt, namelijk:

- Gelijkheid mannen-vrouwen;
- 1/3 van de vertegenwoordigers is jonger dan 30 jaar
- De best mogelijke vertegenwoordiging van de verschillende wijken.

overwegende dat voor het criterium van gelijkheid mannen-vrouwen en op basis van de ontvangen kandidaturen 15 mannen en 15 vrouwen werden geloot uit de ontvangen kandidaturen;

overwegende dat voor het criterium van de vertegenwoordigers jonger dan 30 jaar (1/3) en op basis van de ontvangen kandidaturen 2 vrouwen en 4 mannen jonger dan 30 jaar werden geselecteerd uit de ontvangen kandidaturen; dat 3 vrouwen en een man dicht bij die leeftijdscategorie ook werden geselecteerd;

overwegende dat voor het criterium van de vertegenwoordiging van de verschillende wijken en op basis van de ontvangen kandidaturen 10 personen deel uitmaken van de wijk Jourdan Sint-Pieter, 12 personen van de Jachtwijk en 8 personen van de wijk Sint-Michiël Tongeren;

overwegende dat plaatsvervangers worden aangesteld om de effectieve leden die ontslag zouden nemen te vervangen;

overwegende dat na elk vertrek van een lid een nieuwe plaatsvervanger wordt aangesteld om de

samenstelling van de adviesraad zoals beschreven in het reglement te garanderen;

BESLIST om de volgende leden aan te stellen als leden van de Adviesraad voor Gezondheidsbevordering:

1. Amey, Florence
2. Arda, Yiğiter
3. Cavallotto, Giuseppe
4. Christiaens, Vincent
5. De Neuter, Patrick
6. De Visscher, Jacques
7. Dessale, Mathilde
8. Diane, Kourtim
9. Diseur, Delphine
10. Gérard, Danielle
11. Gérard, Philippe
12. Gillet, Lambert
13. Giusti, Fabrizio
14. Havrysh, Inna
15. Ibagnez, Alain
16. Jaber, Sami
17. Luka, Sartania
18. Mangtiotis, Rozalia
19. Najimi, Sadaf
20. Pasaoglu, Manuel
21. Popova, Teodora
22. Preethi, Ramalingam
23. Rusca, Rossella
24. Safi Diazila, Anita
25. Simon, Ambroise
26. Sors, Andrew
27. Tundilua, Marzane
28. Vaccari, Andreas
29. Van Bemst, Anne-France
30. Vande Steene, Andree

3 annexes / 3 bijlagen

25.04.09_CC_Extraction des données pour le tirage au sort des membres_74035.pdf, Conseil consultatif de la Santé_Règlement.pdf, Adviesraad voor Gezondheid_Reglement.pdf

8 Régie communale autonome – Comptes annuels et rapport d’activité 2024 – Rapport du commissaire-réviseur.

Le Conseil communal,

Vu l’article 18 des statuts de la Régie communale autonome qui prévoit de transmettre au Conseil communal le rapport d’activité, le rapport du commissaire-réviseur et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre pour approbation ;

Considérant que les comptes annuels ainsi que le rapport d’activités 2024 ont été arrêtés par le Conseil d’administration de la Régie communale autonome du 25/09/2025 ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur ;

Considérant que le compte 2024 peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	9.965.632,21 €	Ventes et prestations	8.945.903,23 €
Boni d’exploitation		Perte d’exploitation	1.019.728,98 €

Charges financières	124.924,62 €	Produits financiers	3.343,51 €
Bénéfice courant		Perte courante	1.141.310,09 €
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	2.159,72 €
Impôts sur le résultat		Prélèvements sur les impôts différés	
Bénéfice de l'exercice		Perte de l'exercice	1.143.469,81 €

Considérant que la situation financière de la Régie communale autonome ne lui permet pas de payer les annuités du canon emphytéotique sans faire appel à un subside communal supplémentaire ;

DECIDE :

1. d'approuver les comptes annuels 2024 de la Régie communale autonome.
2. de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2024.
3. de donner décharge au commissaire réviseur.
4. de suspendre la réclamation des annuités du canon emphytéotique jusqu'au moment où la Régie communale autonome disposera des moyens nécessaires.

Autonome gemeentebedrijf – Jaarlijkse rekeningen en activiteitenverslag 2024 – Verslag van de commissaris-revisor.

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 18 van de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf dat bepaalt dat het activiteitenverslag, het verslag van de commissaris-revisor en de jaarrekeningen vastgelegd op 31 december ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de gemeenteraad;

Overwegende dat de jaarrekeningen en jaarverslag voor 2023 werden vastgelegd door de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf op 18/06/2024 en 24/06/2024 (verslag van de commissaris-revisor);

Gelet op het verslag van de commissaris-revisor;

Overwegende dat de rekening 2023 als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	9.965.632,21 €	Diensten en verkopen	8.945.903,23 €
Exploitatiewinst		Exploitatieverlies	1.019.728,98 €
Financiële lasten	124.924,62 €	Financiële opbrengsten	3.343,51 €
Batig courant resultaat		Courant verlies	1.141.310,09 €
Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	2.159,72 €
Belasting op het resultaat		Omtrekking aan uitgestelde belastingen	
Winst van het dienstjaar		Verlies van het dienstjaar	1.143.469,81 €

Overwegende dat de financiële situatie van het Autonoom Gemeentebedrijf niet toelaat om de annuïteiten van de erfpachtcanon te betalen zonder beroep te doen op een bijkomende gemeentelijke subsidie;

BESLIST

1. de jaarrekeningen 2024 van het Autonoom Gemeentebedrijf goed te keuren.
2. kwijting te geven aan de bestuurders voor hun beheer tijdens de 2024.
3. kwijting te geven aan de commissaris-revisor voor de rekeningen.
4. de vordering voor de annuïteiten van de erfpachtcanon op te schorten tot het moment waarop het Autonoom Gemeentebedrijf over de nodige middelen beschikt.

3 annexes / 3 bijlagen

RCAE_RAPPORT ANNUEL_2024.pdf, RCAE_PISCINE_RAPPORT DE GESTION_2024.pdf, RCAE_RAPPORT COMMISSAIRE REVISEUR_2024.pdf

9 Convention-type de détachement d'un infirmier des Hôpitaux Iris Sud au bénéfice de l'Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l'usage de drogues (Hub social) – Approbation (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Attendu que le Hub social, implanté au 53A, rue Général Tombeur à Etterbeek, constitue une antenne de première ligne à bas seuil, cogérée par la Commune et le CPAS d'Etterbeek, et mise en œuvre en partenariat avec les acteurs du secteur social et de la santé ;

Attendu que ce dispositif vise à accueillir, de manière inconditionnelle, bienveillante et anonyme, toute personne confrontée à une situation d'assuétude, de précarité ou d'exclusion sociale, à offrir un espace de contact, d'écoute et d'accrochage social, et à faciliter la mise en lien avec les services spécialisés du réseau d'aide et de soins ;

Considérant que la participation de la Commune et du CPAS d'Etterbeek à ce dispositif répond à des objectifs conjoints de santé publique, de réduction des risques et de cohésion sociale sur le territoire communal ;

Considérant qu'il est dès lors opportun d'organiser, en collaboration avec les Hôpitaux Iris Sud, le détachement d'un(e) infirmier(ère) diplômé(e) afin de renforcer la prise en charge sanitaire de première ligne au sein du Hub social ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention-type de détachement afin de formaliser la coopération tripartite entre les Hôpitaux Iris Sud, la Commune et le CPAS d'Etterbeek pour la mise en œuvre du Hub social ;

DÉCIDE :

Article 1er – D'approuver les termes de la convention-type de détachement, telle qu'annexée à la présente délibération, portant sur la mise à disposition, au bénéfice du Hub social – Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l'usage de drogues, d'un(e) infirmier(ère) des Hôpitaux Iris Sud.

Article 2 – De charger le Collège des bourgmestre et échevins de procéder à la signature des conventions individuelles de détachement, conformément au modèle approuvé par la présente délibération, ainsi qu'à toute mesure d'exécution qui en découle.

Annexe :

CONVENTION DE DÉTACHEMENT

Entre :

L'association hospitalière « Hôpitaux Iris Sud », inscrite à la Banque-Carrefour des entreprises sous le numéro 0267.300.029, dont le siège social est établi rue Baron Lambert, 38 à 1040 Etterbeek, représentée par Madame Catherine Goldberg, Directrice générale,

ci-après dénommée « HIS »,

d'une part,

Et

La Commune d'Etterbeek, dont le siège est établi avenue des Casernes, 41/1 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire communale,

ci-après dénommée la « Commune »,

et

Le Centre Public d'Action Sociale d'Etterbeek, dont le siège est établi rue Beckers, 4 à 1040 Etterbeek, représenté par Monsieur Arnaud Van Praet, Président, et Monsieur Gino Roosendans, Secrétaire général,

ci-après dénommé le « CPAS »,

ci-après dénommés, ensemble, « la Partie bénéficiaire »,

d'autre part,

En présence de :

Monsieur/Madame [Nom, Prénom], infirmier(ère) diplômé(e), ci-après dénommé « le travailleur détaché », qui signe pour accord la présente convention,

Il est convenu et accepté ce qui suit :

Article 1 – Objet du détachement

HIS met à disposition du CPAS le travailleur détaché afin d'exercer sa mission au sein du Hub social – Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l'usage de drogues, implanté au 53A, rue Général Tombeur à Etterbeek, dispositif cogéré par la Commune et le CPAS d'Etterbeek.

La mission du détachement est strictement limitée à :

- accueillir, écouter et accompagner les personnes confrontées à l'usage de drogues, dans une approche de réduction des risques et de santé communautaire ;
- évaluer l'état de santé des usagers, détecter les urgences médicales et poser un diagnostic infirmier de première ligne ;
- réaliser des actes infirmiers techniques, dont notamment : la désinfection et le pansement de plaies, la surveillance des paramètres vitaux, la prévention et la prise en charge, s'il y a lieu, des malaises ou des situations aiguës ;
- préparer, entretenir et gérer le matériel médical et de premiers secours ;
- collaborer avec les travailleurs sociaux, éducateurs de rue, agents de prévention et coordinateurs de

l'antenne, ainsi qu'avec les services médicaux partenaires ;

- participer à la coordination locale en santé communautaire et à la remontée des besoins observés sur le terrain.

Cette mission s'inscrit dans le partenariat entre HIS, la Commune et le CPAS, visant à renforcer la santé publique et la réduction des risques liés aux assuétudes.

Article 2 – Durée et modalités du détachement

Le détachement est conclu pour une durée indéterminée, prenant cours le [date à compléter].

Le travailleur détaché exercera sa mission [x] (x) jours par semaine.

Les horaires précis sont fixés de commun accord entre HIS et le CPAS, dans le respect de la continuité des soins, du fonctionnement du Hub social et du bien-être du travailleur.

Article 3 – Rémunération et refacturation

La rémunération du travailleur détaché, en ce compris le traitement, le pécule de vacances, les chèques-repas et toute autre indemnité, demeure entièrement assurée par HIS, en sa qualité d'employeur.

HIS refacturera l'intégralité du coût salarial (charges incluses) à la Commune, au prorata des jours détachés (soit pour [x] jours par semaine l'équivalent de [x] x 20% de son barème actuel + [x] x 20% du reste de son package salarial + [x] euros brut de l'allocation de mission mensuelle fixe allouée dans le cadre de ce détachement).

Il en va de même en cas de modification du package salarial du travailleur détaché pour lequel HIS s'engage à en informer la Commune.

Les factures seront transmises mensuellement et devront être payées dans un délai de trente (30) jours fin de mois sur le compte BE45 0910 1223 7789 de HIS.

En cas de non-paiement dans le délai imparti, un intérêt de retard équivalent au taux légal sera appliqué sans mise en demeure préalable. Trois défauts de paiement consécutifs pourront entraîner, à l'initiative de HIS, la rupture unilatérale de la présente convention.

Article 4 – Suivi administratif et coordination

La Partie bénéficiaire s'engage à :

- informer immédiatement HIS de tout manquement éventuellement commis dans le chef du travailleur détaché ;
- signaler sans délai tout congé, absence, maladie ou indisponibilité du travailleur détaché ;
- assurer un encadrement et une supervision adaptés, en collaboration avec le coordinateur du Hub social et la direction de HIS.

Un rapport d'activité trimestriel pourra être communiqué à HIS à titre informatif, afin d'assurer le suivi du détachement et la qualité du partenariat.

Article 5 – Résiliation et modification

La présente convention peut être modifiée à tout moment par avenant écrit signé par les parties.

Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre partie, moyennant un préavis d'un mois, notifié par lettre recommandée et prenant cours le premier lundi suivant l'envoi du courrier.

La convention prend fin automatiquement dès que le le travailleur détaché ne fait plus partie du personnel de HIS.

Article 6 – Concertation et juridiction compétente

Les parties s'engagent à privilégier en toute circonstance une concertation objective et loyale en cas de difficulté d'application.

À défaut d'accord, les différends seront portés devant les Cours et Tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Fait à Etterbeek, en trois exemplaires originaux, le [date]

Modelovereenkomst voor de detachering van een verpleegkundige van de Iris Ziekenhuizen Zuid aan de eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik (Hub social) – Goedkeuring (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de Hub social, gevestigd op de Generaal Tombeurstraat 53A in Etterbeek, een laagdrempelige eerstelijnsantenne is, die gezamenlijk wordt beheerd door de gemeente en het OCMW van Etterbeek, en opgezet is in samenwerking met de actoren uit de sociale en gezondheidssector;

overwegende dat deze voorziening tot doel heeft om op een onvoorwaardelijke, welwillende en anonieme manier elke persoon die geconfronteerd wordt met een situatie van verslaving, bestaansonzekerheid of sociale uitsluiting op te vangen, een ruimte voor contact, luisterbereidheid en sociale binding te bieden en het contact met de gespecialiseerde diensten van het hulp- en zorgnetwerk te vergemakkelijken;

overwegende dat de medewerking van de gemeente en het OCMW van Etterbeek aan deze voorziening beantwoordt aan gezamenlijke doelstellingen van volksgezondheid, risicobeperking en sociale cohesie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat het dus aangewezen is om, in samenwerking met de Iris Ziekenhuizen Zuid, de detachering van een gediplomeerde verpleegkundige te organiseren om de eerstelijnszorg binnen de Hub social te versterken;

overwegende dat het noodzakelijk is de modelovereenkomst voor de detachering goed te keuren om de driepartijensamenwerking tussen de Iris Ziekenhuizen Zuid, de gemeente en het OCMW van Etterbeek voor de uitvoering van de Hub social te formaliseren;

BESLIST

Artikel 1 – Om de modelovereenkomst voor de detachering, zoals bijgevoegd bij deze beraadslaging, over de terbeschikkingstelling aan de Hub social - Eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik, van een verpleegkundige van de Iris Ziekenhuizen Zuid.

Artikel 2 – Om het college van burgemeester en schepenen de opdracht te geven om de individuele detacheringsovereenkomsten te ondertekenen, volgens het model dat door deze beraadslaging wordt goedgekeurd en om alle maatregelen uit te voeren die uit die overeenkomsten voortvloeien.

Bijlage:

DETACHERINGSOVEREENKOMST

Tussen:

De ziekenhuisvereniging “Iris Ziekenhuizen Zuid”, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0267.300.023, met maatschappelijke zetel op de Baron Lambertstraat 38 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door mevrouw Catherine Goldberg, algemeen directeur,

hierna “IZZ” genoemd,

enerzijds,

en

De gemeente Etterbeek, met zetel op de Kazernenlaan 41/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

hierna “de gemeente” genoemd,

en

Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek, met maatschappelijke zetel op de Beckersstraat 4, vertegenwoordigd door de heer Arnaud Van Praet, voorzitter, en de heer Gino Roosendans, secretaris-generaal,

hierna het “OCMW” genoemd,

hierna samen “de begunstigde partij” genoemd,

anderzijds,

In aanwezigheid van:

De heer/mevrouw [naam, voornaam], gediplomeerd verpleegkundige, hierna “de gedetacheerde werknemer” genoemd, die deze overeenkomst voor akkoord ondertekent,

Wordt overeengekomen en aanvaard wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de detachering

IZZ stellen aan het OCMW de gedetacheerde werknemer ter beschikking om de opdracht uit te voeren binnen de Hub social – Eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik, gevestigd in de Generaal Tombeurstraat 53A in Etterbeek, een voorziening die gezamenlijk wordt beheerd door de gemeente en het OCMW van Etterbeek.

De opdracht van de detachering is strikt beperkt tot:

- het onthalen, luisteren naar en begeleiden van personen geconfronteerd met druggebruik, in een benadering van risicobeperking en gemeenschapsgezondheid;
- het evalueren van de gezondheidstoestand van de gebruikers, het opsporen van medische urgenties en het stellen van een eerstelijns verpleegkundige diagnose;
- het uitvoeren van technische verpleegkundige handelingen, waaronder met name: het ontsmetten en verbinden van wonden, het opvolgen van vitale parameters, het voorkomen en zo nodig behandelen van onwel wordende personen of acute situaties;
- het voorbereiden, onderhouden en beheren van medisch materiaal en eerstehulpmateriaal;
- het samenwerken met maatschappelijk werkers, straathoekwerkers, preventieambtenaren en coördinatoren van de antenne en met de medische partnerdiensten;
- het deelnemen aan de lokale coördinatie voor gemeenschapsgezondheid en het signaleren van de op het terrein vastgestelde behoeften.

Deze opdracht kadert in het partnerschap tussen IZZ, de gemeente en het OCMW, dat erop gericht is de volksgezondheid te versterken en de risico's verbonden aan verslavingsproblematieken te verminderen.

Artikel 2 – Duur en voorwaarden van de detachering

De detachering wordt gesloten voor onbepaalde duur, met ingang vanaf [datum in te vullen].

De gedetacheerde medewerker voert de opdracht [x] (x) dagen per week uit.

De precieze werkuren worden in onderling overleg tussen de IZZ en het OCMW vastgelegd, met respect voor de continuïteit van de zorg, de werking van de Hub social en het welzijn van de medewerker.

Artikel 3 – Bezoldiging en doorfacturatie

De bezoldiging van de gedetacheerde medewerker, met inbegrip van het loon, het vakantiegeld, de maaltijdcheques en elke andere vergoeding, blijft volledig ten laste van IZZ, in hun hoedanigheid van werkgever.

IZZ zal de volledige loonkost (inclusief lasten) doorfactureren aan de gemeente, naar rato van het aantal gedetacheerde dagen (hetzij voor [x] dagen per week het equivalent van $[x] \times 20\%$ van het huidige barema + $[x] \times 20\%$ van de rest van het loonpakket + [x] euro bruto van de vaste maandelijkse opdrachttoelage die in het kader van deze detachering wordt toegekend).

Hetzelfde geldt in geval van wijziging van het loonpakket van de gedetacheerde medewerker. IZZ verbindt zich ertoe de gemeente hiervan op de hoogte te brengen.

De facturen zullen maandelijks worden overgemaakt en moeten binnen een termijn van dertig (30) dagen einde maand worden betaald op rekeningnummer BE45 0910 1223 7789 van IZZ.

Bij niet-betaling binnen de afgesproken termijn zal een verwijlinterest overeenkomstig het wettelijke tarief worden toegepast zonder voorafgaande ingebrekestelling. Drie opeenvolgende wanbetalingen kunnen, op initiatief van IZZ, leiden tot een eenzijdige beëindiging van deze overeenkomst.

Artikel 4 – Administratieve opvolging en coördinatie

De begunstigde partij verbindt zich ertoe:

- IZZ onmiddellijk te informeren over elk eventueel tekort dat door de gedetacheerde medewerker zou zijn begaan;
- onmiddellijk elk verlof, elke afwezigheid, ziekte of onbeschikbaarheid van de gedetacheerde

medewerker te melden;

- een passend kader en toezicht te verzekeren, in samenwerking met de coördinator van de Hub social en de directie van IZZ.

Een trimestrieel activiteitenverslag kan ter informatie aan IZZ worden bezorgd om de opvolging van de detachering en de kwaliteit van het partnerschap te waarborgen.

Artikel 5 – Ontbinding en wijziging

Deze overeenkomst kan op elk moment worden gewijzigd met een schriftelijk aanhangsel dat is ondertekend door de partijen.

Zij kan op elk moment door één van beide partijen worden ontbonden, op voorwaarde van een opzeggingstermijn van één maand, betekend per aangetekende brief en van kracht vanaf de eerste maandag volgend op de verzending van de brief.

De overeenkomst eindigt automatisch zodra de gedetacheerde medewerker geen deel meer uitmaakt van het personeel van IZZ.

Artikel 6 – overleg en bevoegde rechtbank

De partijen verbinden zich ertoe in alle omstandigheden de voorkeur te geven aan een objectief en loyaal overleg in geval van moeilijkheden bij de toepassing.

Als het niet tot een akkoord komt, worden de geschillen voorgelegd aan de rechtbanken en hoven van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Opgemaakt in Etterbeek in drie originele exemplaren op [datum]

(handtekeningen)

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

10 Personnel - Annexe IV du Règlement de travail communal - Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modifications

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier le Chapitre III – Congés de circonstances et congés exceptionnels ;

Vu la loi du 27 juin 2021 allongeant le congé de deuil lors du décès du partenaire ou d'un enfant et flexibilisant la prise du congé de deuil ;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 et ses modifications ultérieures ;

Attendu que la loi-programme du 20 décembre 2020 (publiée au M.B. le 30.12.2020) a porté le droit au congé de paternité ou de naissance à vingt jours à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

Vu la loi du 7 octobre 2022 (publiée au M.B. le 31.10.2022) par laquelle la notion de congé de paternité est remplacée par la notion de congé de naissance ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de revoir la Section 1 : Congés de circonstances prévus au règlement interne relatif aux congés et absences du personnel ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de modifier le Chapitre III : Congés de circonstances et congés exceptionnels du Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal comme suit :

CHAPITRE III : CONGES DE CIRCONSTANCES ET CONGES EXCEPTIONNELS

Section 1 : Congés de circonstances

Article 14.

Outre les congés annuels de vacances, des congés de circonstances sont accordés dans les limites fixées ci-après :

1. le mariage civil ou cohabitation légale du membre du personnel : 4 jours ouvrables. A choisir dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante. Il doit être pris par jour entier.
2. mariage d'un enfant du membre du personnel ou de son conjoint : 2 jours ouvrables. Ces jours doivent être pris durant la semaine pendant laquelle le mariage a lieu.
3. le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du membre du personnel : 1 jour ouvrable.
4. Congé de naissance pour le père ou la coparente de l'enfant : une période de 20 jours à prendre dans quatre mois à dater du jour de l'accouchement. Ces jours ne doivent pas nécessairement être pris en une fois, mais peuvent être étalés sur la période de quatre mois après l'accouchement. Le jour de l'accouchement compte comme le premier jour de cette période de quatre mois. En cas d'une naissance multiple, les jours du congé de naissance ne sont accordés qu'une fois.
5. Décès du conjoint ou du partenaire cohabitante : 10 jours, dont trois jours ouvrables à prendre dans la période commençant le jour du décès et se terminant le jour des funérailles et sept jours ouvrables à prendre dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
6. Décès d'un enfant du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant :
 - Pour le décès d'un enfant naturel ou adoptif : 10 jours, dont trois doivent être pris dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir librement dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et

avec l'accord du Secrétaire communal.

- Pour le décès d'un enfant que vous accueillez en tant que famille d'accueil dans le cadre d'un placement de longue durée au moment du décès ou dans le passé : 10 jours, dont trois doivent être pris dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir librement dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
- Pour le décès d'un enfant que vous accueillez dans le cadre d'un placement familial de courte durée au moment du décès : 1 jour à prendre le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.

7. Décès d'un parent :

- Pour le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, du second mari de la mère, de la seconde femme du père de l'agent, de la belle-fille, du beau-fils de l'agent ou de son conjoint ou partenaire cohabitant : 4 jours dont 3 jours à choisir par l'agent durant la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et 1 jour à choisir dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours travail doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal
- Pour le décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels l'agent était placé dans le cadre d'un placement de longue durée au moment du décès : 4 jours dont 3 jours à choisir par l'agent durant la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et 1 jour à choisir dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours travail doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
- Pour le décès d'un parent ou d'un allié, quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : 2 jours à prendre dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
- Pour le décès d'un parent ou allié au deuxième et au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : 1 jour ouvrable à prendre le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.

8. l'ordination, l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable

9. le douzième anniversaire de l'enfant d'un membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple : 1 jour ouvrable à prendre dans l'année civile

10. la participation à une réunion d'un conseil de famille convoqué par le juge de paix : 1 jour ouvrable

11. la convocation comme témoin devant une juridiction ou comparution personnelle ordonnée par une juridiction : pour la durée nécessaire

12. l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement : le temps nécessaire avec un maximum de deux jours ouvrables.

13. le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service et lorsque la mutation entraîne l'intervention de la Commune dans les frais de déménagement : 2 jours

Ces congés sont assimilés à des périodes d'activité de service et rémunérés. Toutefois, pour le congé de naissance, la rémunération de l'agent contractuel ou stagiaire est prise en charge par la Commune pendant les trois premiers jours. Pour les jours suivants du congé de naissance, le travailleur ne perçoit pas de rémunération, mais une allocation versée par mutualité. Le montant de cette allocation est fixé à 82% du salaire brut perdu.

Personeel - Bijlage IV van het gemeentelijk arbeidsreglement - Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. 26.05.97/A/002) tot wijziging van de organieke besluiten van het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs met het oog op de toepassing van het Sociaal Handvest, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref: 005-97/11749-iv);

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder op Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof;

gelet de wet van 27 juni 2021 houdende uitbreiding van het rouwverlof bij het overlijden van een partner of een kind en tot het flexibiliseren van de opname van het rouwverlof;

gelet het koninklijk besluit van 19 november 1998 en zijn latere wijzigingen;

gelet de programmawet van 20 december 2020 (gepubliceerd in het B.S. op 30.12.2020) dat voorziet dat vanaf 1 januari 2023 het vaderschapsverlof of geboorteverlof wordt verhoogd naar 20 dagen;

gelet de wet van 7 oktober 2022 (gepubliceerd in het B.S. op 31.10.2022) waardoor het begrip “vaderschapsverlof” wordt vervangen door het begrip “geboorteverlof”;

overwegende dat het noodzakelijk is om Afdeling 1 : Omstandigheidsverlof van het intern reglement met betrekking tot verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel te wijzigen;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om Hoofdstuk III : Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel als volgt te wijzigen:

HOOFDSTUK III - OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF

Afdeling 1 : Omstandigheidsverlof

Artikel 14.

Buiten de jaarlijkse vakantiedagen, wordt er omstandigheidsverlof toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

1. het huwelijk of het wettelijk samenwonen van het personeelslid : 4 werkdagen. Te nemen in de week waarin het evenement plaatsvindt of in de week erna. Moet per hele dag worden opgenomen.

2. het huwelijk van een kind van het personeelslid of van zijn echtgeno(o)t(e) : 2 werkdagen. Deze dagen moeten worden opgenomen in de week waarin het huwelijk plaatsvindt.

3. het huwelijk van een broer, een zuster, een schoonbroer, een schoonzuster, de vader, de moeder, de schoonvader, de stiefvader, de schoonmoeder, de stiefmoeder, een kleinkind van het personeelslid : 1 werkdag.

4. geboorteverlof voor de vader of de meeouder van het kind : een période van 20 dagen te nemen binnen de 4 maanden vanaf de dag van de bevalling. Deze dagen dienen niet noodzakelijk in één keer te worden opgenomen, maar kunnen naar keuze van het personeelslid worden gespreid over de période van 4 maanden vanaf de bevalling. De dag van de bevalling geldt als eerste dag van die période van vier maanden. Bij de geboorte van een tweeling of een meerling worden de dagen geboorteverlof slechts eenmaal toegekend.

5. Overlijden van de echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner : 10 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.

6. Overlijden van een kind van het personeelslid of van zijn of haar echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner :

- Voor het overlijden van een kind of adoptiekind : 10 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Voor het overlijden van een pleegkind in het kader van een langdurige pleegzorg op het moment van overlijden of in het verleden : 10 dagen waarbij 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Voor het overlijden van een pleegkind in het kader van kortdurende pleegzorg op het moment van het overlijden: 1 werkdag op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.

7. Overlijden van een familielid :

- Overlijden van de vader, moeder, schoonvader, schoonmoeder, stiefvader, stiefmoeder, de schoondochter, schoonzoon van het personeelslid of van zijn/haar echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner: 4 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 1 dag te nemen binnen het jaar van het overlijden. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten worden opgenomen, worden afgeweken op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Overlijden van een bloed- of aanverwant van om het even welke graad maar onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 2 werkdagen dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten worden opgenomen, worden afgeweken op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede en derde graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 1 werkdag op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.

8. Priesterwijding of intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende

religie van een kind van de werknemer, van zijn echtgeno(o)t(e), of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 1 werkdag

9. De twaalfde verjaardag van een kind van een personeelslid, van hun echtgeno(o)t(e) of van de persoon waarbij het personeelslid mee samenwoont : 1 werkdag te nemen tijdens het desbetreffend burgerlijk jaar
10. Het bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, bijeengeroepen door de vrederechter : 1 werkdag
11. Oproeping als getuige voor een rechtscollege of persoonlijke verschijning op aanmaning van een rechtscollege : voor de nodige duur
12. De uitoefening van het ambt van voorzitter, van bijzitter of van secretaris van een stembureau of een opnemingsbureau : de nodige tijd met een maximum van twee werkdagen
13. De verhuizing aanbevolen door de behoeften van de dienst en wanneer de Gemeente deelneemt in de kosten van de verhuizing : 2 werkdagen

Deze omstandigheidsverloven worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld en bezoldigd. Echter, voor het geboorteverlof, wordt de wedde van het contractueel of op proef gesteld personeel ten laste genomen door de Gemeente tijdens de eerste drie dagen. Tijdens de volgende dagen van het geboorteverlof ontvangt de werknemer geen loon, maar een uitkering via de ziekenfondsen. Het bedrag van deze uitkering is vastgelegd op 82% van het gedreft brutoloon.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

11 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut d'initiative exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 09/10/2025.

Objet : Immeuble rue Louis Hap 30 - Ascenseur en panne - Travaux de réparation - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 15/10/2025.

Objet : Immeuble chaussée de Wavre 348 - Réparation de l'ascenseur - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 09/10/2025 et 15/10/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen kan op eigen initiatief de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorzien omstandigheden;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 09/10/2025.

Onderwerp: Gebouw Louis Hapstraat 30 - Lift defect - Herstellingswerken - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 15/10/2025.

Onderwerp: Gebouw Waversesteenweg 348 - Herstelling van de lift - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/10/2025 en 15/10/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

12 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 02/07/2025.

Objet : Commerce F354WA0 AU GUIDON VERT – Nuisibles (rats) - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.479,34 € (HTVA) – 3.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2025.

Objet : Fourniture d'une armoire de bureau pour la gestion des clés - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 400,00 € (HTVA) – 484,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2025.

Objet : Fourniture de matériaux et de produits de nettoyage et d'hygiène - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.000,00 € (HTVA) – 2.420,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 24/09/2025.

Objet : Appartement F22MA4G – Travaux de réparation : fuite du réseau de chauffage - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 02/07/2025, 17/09/2025 et 24/09/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 02/07/2025.

Onderwerp: Handel F354WA0 AU GUIDON VERT - Ongedierte (ratten) - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.479,34 € (EXCL. BTW) – 3.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2025.

Onderwerp: Levering van een kantoorkast voor het beheer van sleutels - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 400,00 € (EXCL. BTW) – 484,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2025.

Onderwerp: Levering van schoonmaak- en hygiënematerialen en -producten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.000,00 € (EXCL. BTW) – 2.420,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/09/2025.

Onderwerp: Appartement F22MA4G – Herstellingswerken: lek in het verwarmingsnetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 02/07/2025, 17/09/2025 en 24/09/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

13 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 02/04/2025.

Objet : Appartement F22MA1G situé au 1^{er} étage de l'immeuble 22 avenue du Maelbeek – Travaux de réparation : fuite dans le sol de la salle de bain - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/04/2025.

Objet : Achat d'une imprimante - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 150,41 € (HTVA) – 182,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/04/2025.

Objet : Achat de vêtements de travail et accessoires - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.154,31 € (HTVA) – 8.656,72 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.02 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 23/04/2025.

Objet : Fournitures de bureau 2025 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.652,89 € (HTVA) – 2.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 02/04/2025, 16/04/2025 et 23/04/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 02/04/2025.

Onderwerp: Appartement F22MA1G gelegen op de 1^e verdieping van het gebouw 22 Maelbeeklaan - Herstellingswerken: lek in de vloer van de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/04/2025.

Onderwerp: Aankoop van een printer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 150,41 € (EXCL. BTW) – 182,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

-

Datum: 16/04/2025.

Onderwerp: Aankoop van werkkleding en accessoires - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.154,31 € (EXCL. BTW) – 8.656,72 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.02 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 23/04/2025.

Onderwerp: Kantoorbenodigdheden 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.652,89 € (EXCL. BTW) – 2.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 02/04/2025, 16/04/2025 en 23/04/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

14 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 09/10/2025.

Objet : Immeuble 68/70 Place Jourdan – Remplacement de chambres de visite - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.000,00 € (HTVA) – 2.420,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 15/10/2025.

Objet : Appartement F179AU0 – Remplacement d'éléments de tuyauterie sur le réseau de chauffage - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.500,00 € (HTVA) – 3.710,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/10/2025.

Objet : GRAY 35-1G - Détartrage réseau eau chaude sanitaire - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 350,00 € (HTVA) – 371,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/10/2025.

Objet : FETIS 33-2 - Rénovation de la salle de bain - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.603,77 € (HTVA) – 7.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 09/10/2025, 15/10/2025 et 29/10/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 09/10/2025.

Onderwerp: Gebouw 68/70 Jourdanplein – Vervanging van inspectieputten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.000,00 € (EXCL. BTW) – 2.420,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 15/10/2025.

Onderwerp: Appartement F179AU0 – Vervanging van leidingen in het verwarmingsnetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 3.500,00 € (EXCL. BTW) – 3.710,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/10/2025.

Onderwerp: GRAY 35-1G - Ontkalking van het warmwaternetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 350,00 € (EXCL. BTW) – 371,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/10/2025.

Onderwerp: FETIS 33-2 - Renovatie van de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.603,77 € (EXCL. BTW) – 7.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).
Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/10/2025, 15/10/2025 en 29/10/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

15 **Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 14/05/2025.

Objet : Travaux de réparation de toiture 2025/2027 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 123.724,00 € (HTVA) – 131.147,44 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 04/06/2025.

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles_juillet 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 75.000,00 € (HTVA) – 90.750,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/07/2025.

Objet : Remplacement et réparation de châssis de fenêtres - volets - phase VIII - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 131.508,00 € (HTVA) – 139.398,48 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 27/08/2025.

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles_octobre 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 75.000,00 € (HTVA) – 90.750,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 14/05/2025, 04/06/2025, 16/07/2025 et 27/08/2025

relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 14/05/2025.

Onderwerp: Dakreparaties 2025/2027 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 123.724,00 € (EXCL. BTW) – 131.147,44 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 04/06/2025.

Onderwerp: Noodvervanging van individuele verwarmingsketels_juli 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 75.000,00 € (EXCL. BTW) – 90.750,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/07/2025.

Onderwerp: Vervanging en herstelling van vensterramen – Rolluiken – Fase VIII - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 131.508,00 € (EXCL. BTW) – 139.398,48 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 27/08/2025.

Onderwerp: Noodvervanging van individuele verwarmingsketels_oktober 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 75.000,00 € (EXCL. BTW) – 90.750,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 14/05/2025, 04/06/2025, 16/07/2025 en 27/08/2025 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

16 **Règlement-redevance relatif à la délivrance de l'avis du Bourgmestre rendu dans le cadre d'une demande de licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard ou d'un établissement de jeux de hasard.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment ses articles 117 alinéa 1^{er}, 118 alinéa 1^{er} et 137bis ;

Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des Joueurs, ci-après « la loi du 7 mai 1999 » et plus particulièrement son article 6, lequel répartit les établissements de jeux de hasard en quatre classes « *à savoir les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques, les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons et les établissements de jeux de hasard de classe IV ou les endroits qui sont uniquement destinés à l'engagement de paris* » ;

Vu l'article 4, §1^{er} de la loi du 7 mai 1999 par lequel « *il est interdit à quiconque d'exploiter un jeu de hasard ou un établissement de jeux de hasard, sous quelque forme, en quelque lieu et de quelque manière directe ou indirecte que ce soit, sans licence préalablement octroyée par la commission des jeux de hasard conformément à la présente loi et sous réserve des exceptions prévues par la loi* » ;

Vu l'article 25 de la loi du 7 mai 1999 lequel fixe huit classes de licences et trois licences supplémentaires, dont notamment la licence de « classe C » qui « *permet, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons* » et la « licence de classe F2 » qui « *permet, pour des périodes renouvelables de trois ans, aux conditions qu'elle détermine, l'engagement de paris pour le compte de titulaires de licence de classe F1 dans un établissement de jeux de hasard de classe IV fixe ou mobile. Cette licence permet également l'engagement de paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV dans les cas visés à l'article 43/4, § 5, 1^o et 2^o. Pour cette licence, des périodes renouvelables de trois ans sont également prévues* » ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 43/4, §5 modifié par les lois du 7 mai 2019 et du 28 novembre 2021 qui stipule que « *§ 5. En dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV précités peuvent également être engagés : 1^o les paris sur les événements sportifs et sur les courses hippiques, à titre d'activité complémentaire strictement définie, par les libraires, personnes physiques ou personnes morales, inscrits à la Banque-carrefour des entreprises en qualité d'entreprise commerciale, pour autant qu'ils ne soient pas engagés dans des endroits où des boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place. Le Roi fixe les contours de l'activité complémentaire et les conditions spécifiques auxquelles les libraires doivent satisfaire pour l'engagement de ces paris. Ils doivent disposer d'une licence de classe F2* » ;

Considérant que, par la Loi du 7 mai 2019, le législateur fédéral a décidé d'autoriser les libraires à engager des paris à titre d'activité complémentaire ;

Vu l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les

libraires ;

Considérant qu'il ressort de l'article 6 de cet Arrêté royal du 17 février 2022 que la demande de licence F2 doit également être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES LIBRAIRIES » ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité ;

Considérant qu'il ressort de l'article 2, § 1er de cet Arrêté royal du 22 décembre 2010 que la demande de licence F2 doit être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE IV », complété et signé par l'instance compétente ;

Vu l'Arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, et plus particulièrement son article 1/1, lequel dispose que la demande d'une licence C est accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE III » complété et signé par l'instance compétente ;

Considérant que la durée de validité de la licence F2 est limitée à 3 ans ;

Considérant que la durée de validité de la licence C est limitée à 5 ans ;

Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence C ou F2 se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;

Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C ou F2 implique dès lors une charge de travail comparable à celle qui doit être fournie dans le cadre d'une première demande ;

Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard ;

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;

Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires, la Commune doit vérifier que les librairies remplissent les conditions à satisfaire pour que l'engagement de paris soit considéré comme activité complémentaire ;

Considérant que les motifs du législateur fédéral de 2019 visant à autoriser les libraires à engager des paris à titre d'activité complémentaire sont de permettre aux libraires de **compenser la diminution des chiffres de vente de la presse imprimée à la suite de la progression des médias numériques** ;

Considérant que la volonté du législateur était de n'autoriser l'engagement de paris que chez les libraires ;

Considérant que l'Arrêté royal du 17 février 2022 précité a **défini de manière stricte les conditions d'exercice de cette activité accessoire** et ce non seulement afin de prévenir les abus et de lutter contre le phénomène des « **fausses librairies** » mais également **pour protéger les joueurs, et en particulier les mineurs**, contre l'influence des paris et de protéger la société en vue d'une normalisation des paris, le

Considérant que pour rencontrer ces objectifs le Roi a :

- **limité les heures d'ouverture** pour la prise de paris entre 6h et 20h ;
- **plafonné les mises annuelles** à 250.000 euros ;
- **fixé un maximum de 20 % du chiffre d'affaires** total provenant de cette activité ;

Considérant que ces limitations visent donc à garantir que l'engagement de paris dans une librairie reste une **activité secondaire et encadrée** ;

Considérant également que les librairies remplissent des **missions de service public** en contribuant à l'accès à l'information, à la culture et à la promotion de la diversité éditoriale ;

Considérant que dans le contexte du développement des nouvelles technologie de l'information et de la communication, les librairies n'ont bien souvent d'autres choix que de se diversifier ;

Considérant que le législateur fédéral a **expressément opéré une distinction de nature et d'intensité entre les licences de type C et de type F2**, tant dans les modalités d'octroi des licences que dans les conditions d'exploiter ;

Considérant que cette distinction **justifie que le taux de la redevance pour la délivrance de « l'avis du Bourgmestre sur les librairies » soit réduit**, le service rendu par l'administration n'impliquant ni une charge de travail identique, ni des nuisances générées de même ampleur que celles associées à l'exploitation d'une licence de type C ou F2 pour les établissements de classe IV ;

Considérant, enfin, que cette différence de traitement repose sur des critères objectifs, raisonnables et proportionnés, en lien direct avec la nature de l'activité exercée et la finalité du service rendu, de sorte qu'elle ne constitue pas une discrimination prohibée ;

Qu'il est dès lors légitime et non discriminatoire de fixer un montant de redevance distinct pour les demandeurs d'une licence F2 (librairies) ;

Considérant qu'une redevance de 2.700 € représente une somme de 540 € par an ou de 45 € par mois pour les licences avec un validité de 5 ans, et de 900 € par an ou de 75 € par mois pour les licences avec une validité de 3 ans ; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande de licence F2 pour les jeux de hasard de classe IV,

Considérant qu'une redevance de 1.200 € représente une somme de 400 € par an ou de 33,33 € par mois pour les licences de classe F2 pour les librairies ayant une validité de 3 ans ; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence F2 pour les librairies ;

Considérant que ces redevances couvrent le traitement de la demande par l'administration communale quelle que soit la nature de l'avis (favorable ou défavorable) ;

Considérant qu'en cas de remise d'un avis négatif, le demandeur aura la possibilité de compléter son dossier et que cela n'impliquera pas de payer à nouveau la redevance sauf s'il y a un changement de numéro d'entreprise pour cet établissement ;

Considérant que la redevance est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;

Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence C, et d'une période de 3 ans pour une licence F2 ;

Considérant par ailleurs, que la Commune entend lutter contre la multiplication des jeux de bingo dans les débits de boissons installés sur le territoire de la commune ;

Considérant que la mise à disposition de jeux de bingo dans les débits de boissons, notamment par l'affluence qu'elle génère, engendre des dépenses supplémentaires au niveau de la sécurité, de l'ordre public et de la propreté sans participer au coût de ces dépenses supplémentaires ; Qu'il est donc légitime de financer ces dépenses supplémentaires par le produit de la redevance ;

Considérant que, pour ces motifs, la commune entend réduire le montant pour les exploitants de jeux de bingo ou de jeux de hasard électroniques dont la licence C ou F2 est limitée à un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique afin qu'il soit en adéquation avec le service rendu ;

Considérant que le bénéfice de cette diminution sera octroyé au demandeur qui fournit la preuve que le formulaire de demande de licence C ou F2 comporte la mention expresse que l'autorisation sollicitée vise l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique ;

Considérant que pour les demandeurs de licence C ou F2 pour les établissements de classe IV qui exploitent un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique, le montant de la redevance est fixé à 1.350 € ; Que ce montant représente une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que pour les demandeurs de licence F2 pour les librairies qui exploitent un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique, le montant de la redevance est fixé à 600 € ; Que ce montant représente une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que les services administratifs rendus aux tiers entraînent des charges pour la Commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Considérant la situation financière de la Commune.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE

Article 1 : Durée et assiette

Il est établi pour les exercices **2025 à 2031** compris des redevances payables au comptant pour les demandeurs en vue :

- § de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard ;

§ de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard

Article 2 : Faits générateurs de la redevance

La redevance est due au moment du dépôt de la demande faite à la Commune pour se voir décerner un avis du Bourgmestre, et ce sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3 : Taux

Les redevances sont fixées sur base des taux repris ci-dessous :

- § 2.700 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C et d'une licence de classe F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § 1.200 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § 1.350 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique ;
- § 600 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique.

Les montants de la redevance sont indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, l'indice de référence étant celui du mois de décembre 2024.

Les montants indexés sont arrondis au demi euro le plus proche.

Article 4 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui introduit une demande de licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard, et pour laquelle un avis du Bourgmestre est requis. Cette redevance est perçue indépendamment de toute autre contribution éventuellement exigée par une autre autorité.

Article 5 : Modalités du paiement de la redevance

Le paiement de la redevance est à effectuer, au comptant, à la Caisse communale, la preuve de ce paiement étant à produire préalablement à un examen de la demande de l'administration.

Le paiement de la redevance est dû dans les 5 jours ouvrables de l'introduction de la demande.

En l'absence de preuve de paiement le dossier sera déclaré incomplet.

Article 6 : Etendue de la redevance

Le montant de la redevance est destiné à couvrir les frais administratifs relatifs au traitement de la demande.

Par conséquent, le montant de la redevance est dû en cas de :

1. demande non-suivie d'effets ;

2. demande retirée ;
3. demande annulé ;
4. demande refusée.

Article 7 : Recouvrement - Contentieux

A défaut de paiement, le recouvrement sera effectué par voie de procédure civile légale. Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 2025 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031.

Article 9 : Abrogation

Le 13°, C) de l'article 1 du « règlement-redevances pour services administratifs – Modification » adopté le 24 mars 2025 est abrogé.

Retributiereglement voor de uitreiking van een advies van de burgemeester in het kader van een aanvraag voor een vergunning C of F2 voor de exploitatie van kansspelen of een kansspelinrichting

De gemeenteraad,

gelet op artikel 173 van de Grondwet;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 alinea 1, 118 alinea 1 en 137bis;

gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, hierna "de wet van 7 mei 1999" en meer in het bijzonder artikel 6 waarin de kansspelinrichtingen worden ingedeeld in vier klassen *"te weten de kansspelinrichtingen klasse I of casino's, de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen, de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden en de kansspelinrichtingen klasse IV of plaatsen uitsluitend bestemd voor het aannemen van weddenschappen"*;

gelet op artikel 4, §1 van de wet van 7 mei 1999 *"Het is eenieder verboden om, zonder voorafgaande vergunning van de Kansspelcommissie overeenkomstig deze wet toegestaan en behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald, een kansspel of kansspelinrichting te exploiteren, onder welke vorm, op welke plaats en op welke rechtstreekse of onrechtstreekse manier ook"*;

gelet op artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 waarin acht soorten vergunning zijn vastgelegd en drie bijkomende vergunningen, waaronder de vergunning van klasse C die *"staat voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse III of drankgelegenheid"* en de "licentie van klasse F2" die *"staat voor hernieuwbare periodes van drie jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de aanneming van weddenschappen voor rekening van de houder van een vergunning klasse F1 toe in een vaste of mobiele kansspelinrichting klasse IV. Deze vergunning staat eveneens het aannemen van weddenschappen toe buiten een kansspelinrichting klasse IV voor de in artikel 43/4, §5, 1° en 2° bedoelde gevallen. Ook voor deze vergunning wordt een hernieuwbare periode van drie jaar ingesteld"*;

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en in het bijzonder artikel 43/4, §5 gewijzigd door de wetten van 7 mei 2019 en 28 november 2021 dat het volgende bepaalt: *“§ 5. "Buiten voormelde kansspelinrichtingen klasse IV mogen tevens worden aangenomen: 1° de weddenschappen op sportevenementen en op paardenwedrennen, bij wijze van strikt omschreven nevenactiviteit door de dagbladhandelaars, natuurlijke personen of rechtspersonen, die als commerciële onderneming zijn ingeschreven in de Kruispuntbank voor ondernemingen, voor zover ze niet worden aangenomen in gelegenheden waar alcoholische dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse. De Koning bepaalt de omschrijving van de nevenactiviteit en de nadere voorwaarden die de dagbladhandelaars moeten naleven voor de aanneming van deze weddenschappen. Zij dienen te beschikken over een vergunning klasse F2”;*

overwegende dat de federale wetgever, bij de wet van 7 mei 2019, toestemming heeft gegeven aan boekhandelaars om weddenschappen aan te nemen als nevenactiviteit;

gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars;

overwegende dat uit artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 blijkt dat de aanvraag voor een vergunning F2 moet vergezeld zijn van het typedocument “ADVIES BURGEMEESTER INZAKE DAGBLADHANDELAARS”;

gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding;

overwegende dat uit artikel 2, §1 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 blijkt dat bij de aanvraag om een vergunning F2 het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument “ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN IV” dient te worden gevoegd;

gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C en in het bijzonder artikel 1/1 dat bepaalt dat bij de aanvraag om een vergunning klasse C het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument “ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN KLASSE III” dient te worden gevoegd;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning F2 is beperkt tot 3 jaar;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning C is beperkt tot 5 jaar;

overwegende dat het advies dat moet worden gegeven in het kader van de aanvraag tot vernieuwing van de vergunning C of F2 onder dezelfde voorwaarden wordt gegeven als het advies dat nodig is voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het werk voor een advies in het kader van een aanvraag tot hernieuwing van een vergunning van klasse C of F2 vergelijkbaar is met de werklast voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het gemeentebestuur ook tussenkomt in het kader van het opsporen en vaststellen van inbreuken op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, weddenschappen, kansspelinrichtingen en de bescherming van speler en de uitvoeringsbesluiten ervan, door alle nuttige documenten of aanvullende informatie te bezorgen en door bijstand van politiediensten te verlenen aan de officieren van de gerechtelijke politie en hulpofficieren van de procureur des Konings die daartoe zijn aangesteld door de Kansspelcommissie;

overwegende dat de dienstverlening door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij gedeeltelijk de financiering op zich neemt, de invoering van een heffing als tegenprestatie rechtvaardigt;

overwegende dat de vrijheid van handel en nijverheid, zoals vastgelegd in artikels II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht, niet onbeperkt is en in elk geval geen belemmering vormt voor het recht van de gemeente om een heffing in te voeren om de uitgaven te dekken die ontstaan uit een handelsactiviteit;

overwegende dat op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars, de gemeente moet controleren of de boekhandelaars voldoen aan de voorwaarden om het aannemen van weddenschappen te beschouwen als nevenactiviteit;

overwegende dat de beweegredenen van de federale wetgever in 2019 om boekhandelaars toe te staan weddenschappen aan te bieden als nevenactiviteit erin bestaan hen in staat te stellen **het verlies aan verkoopcijfers van de gedrukte pers te compenseren als gevolg van de opkomst van digitale media**;

overwegende dat het de wil van de wetgever was om het aangaan van weddenschappen uitsluitend bij boekhandelaars toe te staan;"

overwegende dat het bovengenoemde koninklijk besluit van 17 februari 2022 **strikte voorwaarden heeft vastgelegd voor de uitoefening van deze nevenactiviteit**, en dit niet alleen om misbruik te voorkomen en het fenomeen van “**valse boekhandelaars**” te bestrijden, maar ook **om spelers, en in het bijzonder minderjarigen, te beschermen** tegen de invloed van weddenschappen en om de samenleving te beschermen met het oog op een normalisering van weddenschappen;

overwegende dat, om deze doelstellingen te bereiken, de Koning:

- **de openingsuren** voor het aannemen van weddenschappen **heeft beperkt** tussen 6.00 uur en 20.00 uur;
- **de jaarlijkse inzetten heeft geplafonneerd** op 250.000 euro;
- **een maximum van 20% van de totale omzet** afkomstig van deze activiteit heeft vastgesteld;

overwegende dat deze beperkingen tot doel hebben te waarborgen dat het aangaan van weddenschappen in een boekhandel een **gereguleerde nevenactiviteit** blijft;

overwegende eveneens dat boekhandels **publieke dienstverlening** vervullen door bij te dragen aan de toegang tot informatie, cultuur en de bevordering van redactionele diversiteit;

overwegende dat boekhandels, in het kader van de ontwikkeling van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, vaak geen andere keuze hebben dan zich te diversifiëren;

overwegende dat de federale wetgever **uitdrukkelijk een onderscheid heeft gemaakt in aard en intensiteit tussen vergunningen van type C en type F2**, zowel wat betreft de toekenningsmodaliteiten als de exploitatievoorwaarden;

overwegende dat dit onderscheid **rechtvaardigt dat het tarief van de retributie voor de uitreiking van het “advies van de burgemeester over boekhandels” wordt verlaagd**, aangezien de door het gemeentebestuur geleverde dienst geen gelijke werklast inhoudt, noch hinder van dezelfde omvang veroorzaakt als die verbonden aan de exploitatie van een vergunning van type C of F2 voor inrichtingen van klasse IV;

overwegende ten slotte dat dit verschil in behandeling is gebaseerd op objectieve, redelijke en proportionele criteria, die rechtstreeks verband houden met de aard van de uitgeoefende activiteit en het doel van de verleende dienst, zodat het geen verboden discriminatie vormt;

dat het bijgevolg legitiem en niet discriminerend is om een afzonderlijk retributiebedrag vast te stellen voor aanvragers van een vergunning F2 (boekhandelaars);

overwegende dat een retributie van 2.700 euro overeenkomt met een bedrag van 540 euro per jaar of 45 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 5 jaar, en van 900 euro per jaar of 75 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 3 jaar; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat deze retributie verschuldigd is in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag van vergunning C en voor een advies dat moet worden gegeven in het kader van een vraag van vergunning F2 voor kansspelen van klasse IV;

overwegende dat een retributie van 1.200 euro overeenkomt met een bedrag van 400 euro per jaar of 33.33 euro per maand voor vergunningen van klasse F2 voor boekhandelaars met een geldigheid van 9 jaar; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat deze retributie verschuldigd is in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag van vergunning C voor boekhandelaars;

overwegende dat deze retributies de verwerking van de aanvraag door het gemeentebestuur dekken, ongeacht de aard van het advies (gunstig of ongunstig);

overwegende dat, in geval van een ongunstig advies, de aanvrager de mogelijkheid zal hebben om zijn dossier aan te vullen, zonder opnieuw de retributie te moeten betalen, tenzij er sprake is van een wijziging van het ondernemingsnummer voor deze inrichting;

overwegende dat de retributie verschuldigd is zodra de aanvraag voor een advies van de burgemeester wordt ingediend en voordat het advies wordt uitgereikt;

overwegende dat deze retributie een periode van 5 jaar dekt, gelijk aan de geldigheidsduur van een vergunning C, en een periode van 3 jaar voor een vergunning F2;

overwegende dat de gemeente bovendien de toename van bingospelen in drankgelegenheden op haar grondgebied wil bestrijden;

overwegende dat het aanbieden van bingospelen in drankgelegenheden, vooral door de toeloop die zij veroorzaken, extra uitgaven met zich meebrengt op het vlak van veiligheid, openbare orde en netheid, zonder bij te dragen aan de kosten van deze extra uitgaven; dat het bijgevolg gerechtvaardigd is om deze bijkomende uitgaven te financieren met de opbrengst van de retributie;

overwegende dat de gemeente om deze redenen de retributie wil verlagen voor uitbaters van bingospelen of elektronische kansspelen waarvan de vergunning C of F2 beperkt is tot één enkel bingospel of elektronisch kansspel, zodat deze in verhouding staat tot de geleverde dienstverlening;

overwegende dat dit verminderde tarief wordt toegekend aan de aanvrager die bewijst dat het aanvraagformulier voor een vergunning C of F2 uitdrukkelijk vermeldt dat de gevraagde vergunning uitsluitend betrekking heeft op de exploitatie van één enkel bingospel of elektronisch kansspel;

overwegende dat voor aanvragers van de vergunning C of F2 voor inrichtingen van klasse IV die slechts één bingospel of elektronisch kansspel uitbaten het bedrag van de retributie 1.350 euro bedraagt; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat voor aanvragers van de vergunning F2 voor boekhandelaars die slechts één bingospel of

elektronisch kansspel uitbaten het bedrag van de retributie 600 euro bedraagt; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat administratieve diensten voor derden kosten met zich meebrengen voor de gemeente en dat het rechtvaardig is dat de begunstigten de kosten van die diensten betalen;

gelet op de financiële situatie van de gemeente;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

Artikel 1: Duur en grondslag

Voor de jaren **2025 tot en met 2031** worden contant te betalen retributies geheven:

- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C door de Kansspelcommissie;
- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie;
- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor boekhandelaars door de Kansspelcommissie.

Artikel 2: Feiten die aanleiding geven tot de retributie

De retributie is verschuldigd op het moment dat een aanvraag wordt ingediend bij de gemeente voor een advies van de burgemeester, onverminderd enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 3: Tarieven

Dit zijn de tarieven van de retributies:

- 2.700 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C en een vergunning van klasse F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie;
- 1.200 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor de boekhandelaars door de Kansspelcommissie;
- 1.350 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag van de vergunning uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.
- 600 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor boekhandelaars door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag van de vergunning uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.

De bedragen van de retributie worden jaarlijks geïndexeerd volgens de consumptieprijsindex. De referentie-index is die van de maand december 2024.

De geïndexeerde bedragen worden afgerond op de dichtstbijzijnde halve euro.

Artikel 4: Retributieplichtige

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een vergunning klasse C of F2 aanvraagt voor de exploitatie van kansspelen waarvoor een advies van de burgemeester is vereist. Deze retributie wordt geïnd ongeacht enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 5: Betaling van de retributie

De betaling van de retributie gebeurt contant aan de gemeentekas. Het gemeentebestuur moet het betalingsbewijs ontvangen voordat het de aanvraag onderzoekt.

De betaling van de retributie moet gebeuren binnen 5 werkdagen na de indiening van de aanvraag.

Zonder betalingsbewijs wordt het dossier onvolledig verklaard.

Artikel 6: Reikwijdte van de retributie

Het bedrag van de retributie dekt de administratieve kosten voor de verwerking van de aanvraag.

Bijgevolg is de retributie verschuldigd in de volgende gevallen:

1. aanvraag zonder gevolg
2. ingetrokken aanvraag
3. geannuleerde aanvraag
4. geweigerde aanvraag.

Artikel 7: Invordering – Geschillen

Als de retributie niet wordt betaald, wordt deze ingevorderd via een wettelijke burgerlijke procedure. De retributieplichtige die betwist de gevorderde heffing verschuldigd te zijn, is verplicht het bedrag in bewaring te geven bij de gemeenteontvanger totdat er een beslissing is genomen over het bezwaar.

Artikel 8: Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 december 2025 en blijft van toepassing tot 31 december 2031.

Artikel 9: Opheffing

13°, C) van artikel 1 van het “reglement betreffende retributies voor administratieve diensten – Wijziging”, goedgekeurd op 24 maart 2025, wordt opgeheven.

2 annexes / 2 bijlagen

*Annexe FR Règlement redevance relatif à l'établissement d'avis préalable du Bourgmestre version 2.docx,
Annexe NL Règlement redevance relatif à l'établissement d'avis préalable du Bourgmestre version 2.docx*

Centre culturel Espace Senghor - Cultureel Centrum Espace Senghor

17 A.S.B.L « Centre Culturel d'Etterbeek » Comptes 2021 – Budget 2022 - Prise d'acte.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 371.422,80-€ a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel

d'Etterbeek » au budget ordinaire 2021 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2021 et le budget 2022 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2021 et du budget 2022 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

V.Z.W. “ Cultureel Centrum van Etterbeek ” Rekeningen 2021 – Begroting 2022 Akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 371.422,80-€ ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2021 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen van 2021 en de begroting 2022 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT ACTE

Van de rekeningen 2021 en de begroting 2022 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd.

3 annexes / 3 bijlagen

Senghor_Bilan 2021.pdf, Rapport Commissaire aux comptes 2021.pdf, Budget2022_AG.pdf

Marchés publics - Overheidsopdrachten

18 Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution - Approbation des conditions et du mode de passation – Remplace le point n° 77431 dans BOS

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 relatif au marché "Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 480.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027, 2028 et 2029, article 424/EEE-02 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 et le montant estimé du marché "Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution". Les conditions sont fixées comme prévu au

cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 480.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027, 2028 et 2029, article 424/EEE-02 et au budget des exercices suivants.

Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Vervangt het punt n° 77431 in BOS

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing" een bestek met nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 480.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, 2027, 2028 en 2029, op artikel 424/EEE-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 en de raming voor de opdracht “Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 480.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Huidige beraadslaging te verzenden naar de Toezichthoudende overheid.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, 2027, 2028 en 2029, op artikel 424/EEE-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

4 annexes / 4 bijlagen

Cahier des charges.docx, 2025_11_17_Cons_Approbation - Conditions.docx, Cahier des charges (NL).docx, 2025_10_13_Cons_Goedkeuring - Lastvoorwaarden.docx

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

19 Charte et label Handycity - Suivi des projets et actions menés en 2025

Le Conseil communal,

Considérant qu'en sa séance du 26 mai 2025, il a décidé de signer la charte communale de l'inclusion de la

personne en situation de handicap et de mandater le service Contact Plus pour entamer le processus de handistreaming en vue d'obtenir le label "Handycity" en 2030 ;

Considérant que cette charte marque le début d'un processus de mise en place concrète du principe du Handistreaming, à savoir la prise en compte du handicap dans toutes les politiques publiques et leur travail d'inclusion à échelle communale ;

Considérant que cette charte se concentre sur cinq domaines en vue de l'obtention du label "Handycity" :

- Fonction consultative - Sensibilisations
- Accueil de la petite enfance - Inclusion et intégration en milieu scolaire et parascolaire
- Emploi
- Accessibilité plurielle : informations, transports, parkings
- Inclusion dans les loisirs : sport, culture, nature, événements

Considérant que plusieurs projets et actions ont été entamés depuis la signature de la charte :

- Les midis de l'inclusion ;
- Handi'Cap Ensemble ;
- Sensibilisation communale aux boucles piétonnes ;
- Redynamisation du Conseil consultatif de la personne porteuse d'un handicap ;
- Balades à vélos - Babelbike ;
- Activité de sensibilisation lors de la journée sans voitures ;
- Diverses formations pour la chargée de projets "Handicap".

Considérant que chacun de ces projets font l'objet d'une fiche détaillée reprise en annexe de la présente délibération ;

Considérant les projets d'action à venir :

- Etablir un profil de fonction "Réfèrent Handistreaming" et désigner sous ce terme la fonction de chargé de projets "Handicap" ;
- Poursuivre et encourager la formation continue de la personne désignée "Réfèrent Handistreaming" ;
- Présenter le service Contact Plus et ses assistantes sociales comme "Handicontact" ;
- Constitution d'un groupe de travail inter-services afin d'implémenter le handicap dans toutes les compétences communales ;
- Traduire progressivement les documents et procédures administratives selon la méthode FALC (Facile A Lire et à Comprendre) ;
- Poursuivre la sensibilisation du personnel (handicap invisible, initiation à la langue des signes, boucles piétonnes...) ;
- Proposer annuellement le programme "Handi'Cap Ensemble" en le construisant avec le tissu associatif et les partenaires locaux ;
- Promouvoir la sensibilisation au handicap chez les enfants et adolescents ;
- Prévoir une activité sportive et/ou culturelle ;
- Encourager la participation citoyenne en mobilisant le Conseil consultatif de la personne porteuse d'un handicap pour le développement d'activités concrètes à leur niveau et en leur permettant d'assister à d'autres Conseils consultatifs ;
- Poursuivre la collaboration avec le service Mobilité pour la mise en place de balades à vélos adaptés ;
- Encourager et soutenir le service Mobilité pour la réalisation d'un audit des trottoirs qui permettra notamment de rendre l'espace public plus accessible ;
- Proposer des actions de sensibilisation au handicap lors des événements communaux qui se déroulent dans l'espace public.

PREND POUR INFORMATION

1. Les projets et actions entrepris depuis la signature de la charte pour l'inclusion de la personne en situation de handicap ;
2. Les projets d'actions envisagés pour poursuivre et favoriser la mise en place du handistreaming.

Charte en Handycity label - Opvolging van de projecten en acties die in 2025 worden uitgevoerd

Traduction à venir

8 annexes / 8 bijlagen

Formations.pdf, Conseil consultatif.pdf, Projets futurs.pdf, Babbelbike.pdf, Boucles piétonnes.pdf, Handi Cap Ensemble.pdf, Journée sans voitures.pdf, Midis de l'inclusion.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 20 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le mardi 23 décembre 2025 rue Picard à 1000 Bruxelles.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une quatrième demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le mardi 23 décembre 2025 rue Picard à 1000 Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et à l'ASBL URBAN STEP.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et à l'ASBL URBAN STEP

Responsable Monsieur Ivoha Perdomo
Rue Général Fivé, 18
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiner à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 15 personnes faisant partie du public de L'ASBL URBAN STEP entre

Etterbeek et 1000 Bruxelles.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'ASBL URBAN STEP intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP

l'ASBL URBAN STEP s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'ASBL URBAN STEP est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'ASBL URBAN STEP est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW URBAN STEP op 23 december 2025 om naar Picardstraat 1000 Brussels te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de vierde aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 23 december 2025 om naar Picardstraat, 1000 Brussels te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw URBAN STEP

Verantwoordelijke meneer Ivoha Perdomo
Generaal Fivéstraat 18
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 15 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW URBAN STEP tussen Etterbeek en 1000 Brussels.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw URBAN STEP

De vzw URBAN STEP verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het

Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP -aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Re_ Demande de réservation bus - stages hiver 2025.msg

- 21 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'Institut Sainte Anne en vue de se rendre le mardi 30 juin 2026 à 1472 Vieux-Genappe.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande pour l'année 2026 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'INSTITUT SAINTE ANNE en vue de se rendre le mardi 30 juin 2026 à 1472 Vieux-Genappe ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'INSTITUT SAINTE ANNE :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'INSTITUT SAINTE ANNE
Représentée par Monsieur Alain Bonus
Rue du Fort de Boncelles 8
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 54 personnes, faisant partie du public de l'INSTITUT SAINTE ANNE, entre Etterbeek et Vieux-Genappe le 30 juin 2026.

Un chauffeurs est également mis à disposition de l'INSTITUT SAINTE ANNE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'INSTITUT SAINTE ANNE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'INSTITUT SAINTE ANNE

L'INSTITUT SAINTE ANNE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'INSTITUT SAINTE ANNE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'INSTITUT SAINTE ANNE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'INSTITUT SAINTE ANNE est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge. Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre. La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het Institut Sainte Anne op dinsdag 30 juni 2026 om naar 1472 Vieux-Genappe te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de eerste aanvraag is voor 2026 ;

Overwegende dat de INSTITUUT SINT ANNE gevraagd heeft van een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 30 juni 2026 om naar 1472 Vieux-Genappe te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en INSTITUUT SINT ANNE goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en INSTITUUT SINT ANNE
Vertegenwoordigd door Meneer Alain Bonus
Fort van Boncellesstraat 8
1040 Etterbeek

De zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"
Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer van een groep van maximaal 54 personen, die deel uitmaken van het publiek van het INSTITUUT SINT ANNE, tussen 1472 Vieux-Genappe en Etterbeek op dinsdag 30 juni 2026 ;
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het INSTITUUT SINT ANNE.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het INSTITUUT SINT ANNE komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het INSTITUUT SINT ANNE.

Het INSTITUUT SINT ANNE verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het INSTITUUT SINT ANNE de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het INSTITUUT SINT ANNE aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het INSTITUUT SINT ANNE moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het INSTITUUT SINT ANNE de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het INSTITUUT SINT ANNE of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het INSTITUUT SINT ANNE is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele

verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

RE_2 demandes.msg

22 Mise à disposition d'un bus communal pour l'ASBL la Tour de Babel (aller-retour) le samedi 6 décembre 2025 et le dimanche 7 décembre 2025 en vue de se rendre à 5570 Beauraing.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus pour l'ASBL la Tour de Babel (aller-retour) le samedi 6 décembre 2025 et le dimanche 7 décembre 2025 en vue de se rendre à 5570 Beauraing.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL la Tour de Babel ;

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL la Tour de Babel

Chau. de Wavre, 626
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL la Tour de Babel, entre Etterbeek et 5570 Beauraing le 6 décembre 2025 et le 07 décembre 2025.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL la Tour de Babel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL la Tour de Babel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL la Tour de Babel

L'ASBL la Tour de Babel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par

route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL la Tour de Babel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL la Tour de Babel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL la Tour de Babel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL la Tour de Babel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL la Tour de Babel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL la Tour de Babel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor VZW la Tour de Babel (heen- en terugrit) op zaterdag 6 december 2025 en zondag 7 december naar 5570 Beauraing te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw la Tour de Babel vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op zaterdag 6 december 2025 en op zondag 7 december 2025 naar 5570 Beauraing te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw la Tour de Babel goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw la Tour de Babel

Waversesteenweg, 626
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw la Tour de Babel, tussen Etterbeek en 5570 Beauraing op 06 december 2025 en op 7 december 2025. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw la Tour de Babel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw la Tour de Babel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van de vzw la Tour de Babel

De vzw la Tour de Babel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw la Tour de Babel de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw la Tour de Babel aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw la Tour de Babel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw la Tour de Babel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw la Tour de Babel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw la Tour de Babel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de réservation du bus communal – déplacement à Beauraing (Belgique).msg

Service du développement économique et commercial - Dienst voor Economische en Commerciële Ontwikkeling

23 Convention relative au soutien financier de la commune d'Etterbeek à l'ASBL Team Belgium Gelato dans le cadre de sa participation à la Gelato World Cup 2026

Le conseil communal,

Considérant que l'ASBL Team Belgium Gelato a été sélectionnée pour représenter officiellement la Belgique à la Gelato World Cup 2026 qui se déroulera en janvier 2026 ;

Considérant que cette compétition constitue la référence mondiale dans le domaine de la glace artisanale, rassemblant les meilleurs glaciers et attirant plus de 200 000 visiteurs avec une couverture médiatique internationale ;

Considérant que l'équipe est composée d'artisans glaciers belges de haut niveau, dont Monsieur Jose Romero, gérant de l'établissement « Pepe » situé chaussée de Wavre, dans le quartier de la Chasse ;

Considérant que, en tant que commerçant etterbeekois, monsieur Romero sollicite le soutien de la commune ;

Considérant que ce soutien communal permet de :

- valoriser un commerce local ;
- renforcer l'attractivité de la Chaussée de Wavre qui subit une vacance commerciale importante ;
- donner une image positive de la commune qui soutient le commerce local ;
- encourager et inspirer d'autres commerçants à innover et à s'établir sur la commune ;

Considérant que la Commune n'a pas pour habitude d'accorder ce type de sponsoring, mais qu'à titre exceptionnel, et compte tenu du contexte particulier du quartier de la Chasse, il est proposé de soutenir cette initiative, afin d'accompagner la relance commerciale et l'image positive du quartier ;

Considérant que le budget global du projet s'élève à 53 000 €, et que l'ASBL propose plusieurs formules de sponsoring allant de 500 € à 10 000 € ;

Considérant qu'un soutien de 2 000 € (formule Argent) représente un équilibre pertinent permettant une visibilité tout en restant proportionné aux capacités budgétaires communales et au traitement équitable des autres commerçants ;

Considérant que le montant devrait être imputé à l'article budgétaire 520 332 02 02 ;

Considérant qu'en sa séance du 17 septembre 2025, le collège des bourgmestre et échevin a approuvé l'octroi d'un subside exceptionnel de 2000 (formule argent) à l'ASBL Team Belgium Gelato ;

DECIDE d'accorder un subside exceptionnel de 2000€ aux conditions reprises dans la convention tel que reprise ci-dessous :

CONVENTION DE SUBVENTION

Entre les soussignés,

LA COMMUNE D'ETTERBEEK, représentée par le Bourgmestre, Vincent De Wolf et la secrétaire communale, Annick Petit, ci-après dénommée « la Commune », et

Et d'autre part,

L'ASBL *Team Belgium Gelato*, dont le siège est établi à,
enregistrée à la BCE sous le n°,
représentée par M. Fabio Marasti, Président, et M. José Roméro, ci-après dénommé « le Bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'un soutien financier exceptionnel accordé par la Commune d'Etterbeek à l'ASBL *Team Belgium Gelato* dans le cadre de sa participation à la Gelato World Cup 2026.

Ce soutien est accordé en raison de l'ancrage local de l'un des membres de l'équipe, gérant d'un établissement situé sur le territoire de la Commune (chaussée de Wavre 758), et s'inscrit dans la volonté d'Etterbeek de valoriser et de dynamiser le quartier de la Chasse.

Article 2 – Nature et montant du soutien

Moyennant le respect des conditions stipulées dans la présente convention, le bénéficiaire perçoit un soutien de 2 000 €, ce qui équivaut à la formule « Soutien Argent » reprise dans le dossier de sponsoring du bénéficiaire.

Ce montant constitue une contribution au financement des frais liés à la préparation et à la participation de l'équipe à la compétition.

Article 3 – Engagements du bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- assurer la visibilité de la Commune par la mention du soutien communal dans ses communications officielles liées à la Gelato World Cup 2026 ;
- mettre en avant le quartier commerçant dans lequel l'établissement etterbeekois est établi : le quartier de la chasse ;
- faire un remerciement explicite public sur les réseaux sociaux et/ou dans les médias;
- participer effectivement à la Gelato World Cup 2026. En cas de non-inscription ou de non-participation effective, sauf cas de force majeure dûment justifié, le Bénéficiaire s'engage à rembourser intégralement la subvention perçue ;
- maintenir l'établissement concerné sur le territoire de la Commune pendant une période minimale de six mois suivant la perception du subsidie, sauf circonstances exceptionnelles indépendantes de sa volonté (fermeture imposée, cas de force majeure ou réaffectation temporaire justifiée) ;
- remettre à la Commune, au plus tard deux mois après la clôture de l'événement, un rapport succinct indiquant l'utilisation du subsidie et les actions de visibilité réalisées ;

Le service Économie de la Commune se tient à la disposition du bénéficiaire pour lui fournir le logo de la commune et toute mention officielle nécessaire.

Article 4 – Modalités de liquidation de la prime

Le montant du subsidie sera versé en une fois, sur le compte bancaire de l'ASBL *Team Belgium Gelato* dont le numéro est le suivant : BE.....

Le versement interviendra après l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et la signature de la convention par les deux parties.

Article 5 – Litige

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Fait à Etterbeek en 2 exemplaires originaux, le

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé de cette convention et avoir paraphé toutes les pages.

POUR LA COMMUNE

Annick PETIT

Secrétaire communale

Vincent DE WOLF

Bourgmestre

POUR L'ASBL TEAM BELGIUM GELATO

Fabio Marasti,

José Roméro

Overeenkomst betreffende de financiële steun van de gemeente Etterbeek aan de vzw Team Belgium Gelato in het kader van haar deelname aan de Gelato World Cup 2026

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw Team Belgium Gelato werd geselecteerd om België officieel te vertegenwoordigen op de Gelato World Cup 2026 in januari 2026;

overwegende dat deze competitie wereldwijd geldt als de referentie op het vlak van ambachtelijk ijs, waarbij de beste ijsbereiders samenkomen en meer dan 200.000 bezoekers aantrekt, met internationale media-aandacht;

overwegende dat het team bestaat uit Belgische ambachtelijke ijsbereiders van hoog niveau, waaronder de heer Jose Romero, uitbater van de zaak “Pepe” gelegen aan de Waversesteenweg, in de Jachtwijk;

overwegende dat de heer Romero, als Etterbeekse handelaar, de steun van de gemeente vraagt;

overwegende dat deze gemeentelijke steun toelaat om:

- een lokale handelszaak in de kijker te zetten;
- de aantrekkelijkheid van de Waversesteenweg te versterken, die momenteel kampt met een hoge leegstand;
- een positief imago van de gemeente uit te dragen als ondersteuner van lokale handel;
- andere handelaars aan te moedigen en te inspireren om te innoveren en zich in de gemeente te vestigen;

overwegende dat de gemeente doorgaans geen sponsoring van deze aard toekent, maar dat, gezien de bijzondere context van de Jachtwijk, wordt voorgesteld om deze uitzonderlijke steun te verlenen, ter ondersteuning van de commerciële heropleving en het positieve imago van de wijk;

overwegende dat het totale budget van het project 53.000 euro bedraagt en dat de vzw verschillende sponsorformules aanbiedt, van 500 tot 10.000 euro;

overwegende dat een steun van 2.000 euro (zilveren formule) een relevant evenwicht vormt, dat zichtbaarheid biedt en tegelijk proportioneel blijft ten opzichte van de gemeentelijke budgettaire mogelijkheden en een eerlijke behandeling van andere handelaars waarborgt;

overwegende dat het bedrag moet worden ingeschreven op begrotingsartikel 520 332 02 02;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 17 september 2025 goedkeuring heeft gegeven voor de toekenning van een uitzonderlijke subsidie van 2000 euro (zilveren formule) aan de vzw Team Belgium Gelato;

BESLIST

om een uitzonderlijke subsidie van 2000 euro toe te kennen onder de voorwaarden uit de onderstaande overeenkomst:

SUBSIDIEOVEREENKOMST

Tussen de ondergetekenden,

DE GEMEENTE ETTERBEEK, vertegenwoordigd door de burgemeester, Vincent De WOLF, en de gemeentesecretaris, Annick Petit, hierna “de gemeente” genoemd, en

anderzijds,

de vzw Team Belgium Gelato, waarvan de zetel is gevestigd in, geregistreerd in het KBO onder het nummer, vertegenwoordigd door Fabio Marasti, voorzitter, et José Roméro, hierna “de begunstigde” genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden voor de uitzonderlijke financiële steun van de gemeente Etterbeek aan de vzw *Team Belgium Gelato* in het kader van haar deelname aan de Gelato World Cup 2026.

Deze steun wordt toegekend vanwege de lokale verankering van een van de teamleden, uitbater van een zaak gelegen op het grondgebied van de gemeente (Waversesteenweg 758) en kadert in de wens van Etterbeek om de Jachtwijk te valoriseren en te versterken.

Artikel 2 – Aard en bedrag van de steun

Onder voorbehoud van naleving van de voorwaarden uit deze overeenkomst ontvangt de begunstigde een steunbedrag van 2.000 euro. Dit is de formule “Soutien Argent” uit het sponsordossier van de begunstigde.

Dit bedrag vormt een bijdrage in de financiering van de kosten voor de voorbereiding en de deelname van het team aan de competitie.

Artikel 3 – Verbintenissen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe:

- de zichtbaarheid van de gemeente te verzekeren door de gemeentelijke steun in zijn officiële communicatie over de Gelato World Cup 2026 te vermelden;
- de handelswijk waarin de Etterbeekse zaak gevestigd is, namelijk de Jachtwijk, in de kijker te zetten;
- een uitdrukkelijk en openbaar dankwoord te uiten via sociale media en/of in de pers;
- daadwerkelijk deel te nemen aan de Gelato World Cup 2026. In geval van niet-inschrijving of niet-deelname, behalve bij een gerechtvaardigd geval van overmacht, verbindt de begunstigde zich ertoe het ontvangen subsidiebedrag volledig terug te betalen;
- de betrokken zaak gedurende minstens zes maanden na ontvangst van de subsidie op het grondgebied van de gemeente te behouden, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden buiten zijn wil (verplichte sluiting, overmacht of gerechtvaardigde tijdelijke herbestemming);
- uiterlijk twee maanden na afloop van het evenement een beknopt verslag aan de gemeente te bezorgen waarin het gebruik van de subsidie en de uitgevoerde zichtbaarheidsacties worden toegelicht.

De dienst Economie van de gemeente bezorgt het logo van de gemeente en andere officiële vermeldingen aan de begunstigde.

Artikel 4 – Voorwaarden voor de betaling van de premie

Het subsidiebedrag wordt in één keer uitbetaald op het rekeningnummer van de vzw *Team Belgium Gelato*:
BE.....

De storting gebeurt na goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en ondertekening van de overeenkomst door de twee partijen.

Artikel 5 – Geschillen

Alle geschillen over de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Opgemaakt in Etterbeek in 2 originele exemplaren op

Elke partij verklaart een ondertekend exemplaar van deze overeenkomst te hebben ontvangen en alle pagina's te hebben geparafeerd.

VOOR DE GEMEENTE

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

VOOR DE VZW TEAM BELGIUM GELATO

Fabio Marasti
Roméro

José

3 annexes / 3 bijlagen

collège approuvé GWC26.pdf, Dossier_Sponsoring_Team_Belgium_Gelato_World_Cup_2026_v3.pdf,
demande GWC.docx

Secrétariat - Secretariaat**24 Interpellation de Monsieur Pieterjan Vanden Boer relative à l'avenir du site actuel du Maalbeek.
(Complémentaire)**

La VGC examine actuellement l'avenir de l'ancien site du Maalbeek. Le maintien d'un point antenne du centre communautaire (« gemeenschapscentrum ») à cet endroit est envisagé, mais sa réalisation ne semble possible qu'à plus long terme, compte tenu des travaux nécessaires et du déménagement du Centre communautaire vers le boulevard de la Plaine, prévu entre novembre 2026 et janvier 2027.

Entre-temps, je m'inquiète, avec des habitants, de la continuité de l'offre locale. Une habitante m'a signalé que sa famille participe actuellement à des activités sportives et à des stages pendant les vacances scolaires. Ils craignent qu'après le déménagement, il n'y ait plus d'offre dans le quartier.

Mes questions au collège sont dès lors les suivantes :

1. Comment sera-t-il prévu de maintenir une offre d'activités sportives et culturelles dans le quartier autour de l'actuel site du Maalbeek quand une partie du centre communautaire aura déménagé ?
2. La commune entame-t-elle une concertation avec la VGC à ce sujet ? Quelle position la commune adopte-t-elle ?
3. Après le déménagement du Maalbeek, la commune organisera-t-elle encore des stages et des camps d'été pendant les périodes de vacances dans ce quartier ?
4. Les habitants du quartier pourront-ils être associés à la réflexion sur l'avenir de ce site et sur l'aménagement éventuel d'un point antenne ?

**Interpellatie van Mijnheer Pieterjan Vanden Boer betreffende de toekomst van de huidige Maelbeeksite.
(Aanvullend)**

De VGC onderzoekt momenteel de toekomst van de oude Maalbeeksite. Het behouden van een antennepunt van het Gemeenschapscentrum op die plek wordt overwogen, maar de realisatie lijkt pas op langere termijn mogelijk, gezien de noodzakelijke verbouwingen en de verhuis van het GC naar de Pleinlaan, gepland tussen november 2026 en januari 2027.

In tussentijd maak ik mij, samen met inwoners, zorgen over de continuïteit van het lokale aanbod. Een inwoner wees me erop dat haar familie er nu deelneemt aan sportactiviteiten en stages tijdens de schoolvakanties. Zij vrezen dat er na de verhuis geen aanbod meer zal zijn in de buurt.

Daarom mijn vragen aan het College:

1. Hoe wordt er op voorzien in een aanbod van sportieve en culturele activiteiten in de wijk rond de huidige Maalbeeksite, eens een deel van het GC verhuisd is?

2. Gaat de gemeente hierover in overleg met de VGC? Welke positie neemt de gemeente hierover in?
3. Zal de gemeente in na de verhuis van de Maelbeek nog zomerkampen en stages organiseren tijdens de vakantieperiodes in deze wijk?
4. Kunnen de buurtbewoners betrokken worden bij de reflectie over de toekomst van deze site en de invulling van een mogelijk antennepunt?

**25 Interpellation de Madame Audrey Petit concernant l'élection d'un président du Conseil communal.
(Complémentaire)**

Lors de la précédente législature, le Conseil communal avait choisi d'élire un président distinct du bourgmestre ; cela s'était d'ailleurs très bien passé.

Notre règlement d'ordre intérieur le permet toujours, à l'article 10.

Dans la plupart des communes bruxelloises — Uccle, Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Ixelles, Forest, Bruxelles-Ville, Saint-Gilles, Anderlecht, Watermael-Boitsfort et Koekelberg — la présidence du Conseil est assurée par une personne distincte du bourgmestre, permettant ainsi de bien séparer les rôles.

Est-il prévu de procéder à l'élection d'un président du Conseil communal prochainement?

**Interpellatie van mevrouw Audrey Petit over de verkiezing van een voorzitter van de gemeenteraad.
(Aanvullend)**

Tijdens de vorige legislatuur had de gemeenteraad ervoor gekozen een voorzitter te verkiezen die niet de burgemeester was. Dit is overigens zeer goed verlopen.

Ons huishoudelijk reglement laat dit nog steeds toe, in artikel 10.

In de meeste Brusselse gemeenten (Ukkel, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe, Elsene, Vorst, Stad Brussel, Sint-Gillis, Anderlecht, Watermaal-Bosvoorde en Koekelberg) wordt het voorzitterschap van de raad waargenomen door een persoon die niet de burgemeester is, waardoor de rollen duidelijk gescheiden blijven.

Is het voorzien om binnenkort over te gaan tot de verkiezing van een voorzitter van de gemeenteraad?

**26 Motion d'Ecolo-Groen visant à soutenir la demande de journées supplémentaires sans voiture dans la Région de Bruxelles-Capitale et à organiser des journées sans voiture au niveau communal.
(Complémentaire)**

Le conseil communal,

Considérant que :

- le Dimanche sans voiture est devenu au fil des années un événement attendu et apprécié par les Bruxellois ;
- ces journées favorisent la vie de quartier à travers de nombreuses initiatives citoyennes telles que brocantes, fêtes de voisins, ateliers de découverte, activités sportives et visites guidées ;
- ces journées ont un impact fortement positif sur l'environnement et la santé. La réduction du trafic automobile a notamment un impact immédiat et mesurable sur la qualité de l'air et donc sur la santé des habitants, en diminuant l'émission de substances polluantes. La réduction du niveau sonore lié au trafic est également bénéfique pour le bien-être des habitants ;
- ces journées favorisent la vie de quartier à travers de nombreuses initiatives citoyennes telles que brocantes, fêtes de voisins, ateliers de découverte, activités sportives et visites guidées ;

- ces moments renforcent le lien social et permettent une réappropriation conviviale et partagée de l'espace public ;
- les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite profitent particulièrement de ces journées, car ils peuvent se déplacer plus librement et en toute sécurité dans l'espace public ;
- ces journées constituent aussi une occasion privilégiée de promouvoir et de découvrir d'autres formes de mobilité active et durable (marche, vélo, trottinette, transports en commun, mobilité partagée) ;
- les enquêtes citoyennes démontrent systématiquement qu'il existe un large soutien pour l'organisation de plusieurs dimanches sans voiture par an ;

Demande :

- au Collège des Bourgmestre et Échevins de soutenir activement les initiatives régionales visant à augmenter le nombre de journées sans voiture organisées chaque année dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
- d'examiner, en concertation avec le conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière, les comités de quartier et les associations locales, la possibilité d'organiser au niveau communal des quartiers temporairement sans voiture, notamment pendant les vacances scolaires, afin d'offrir aux habitants un espace de respiration et de favoriser la convivialité ;
- dans ce cadre, d'encourager les initiatives citoyennes, associatives et commerciales qui contribuent à la vitalité et à la dynamique des quartiers durant ces périodes.

Motie van Ecolo-Groen om de vraag naar bijkomende autovrije dagen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen en om autovrije dagen op gemeentelijk niveau te organiseren. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat:

- de autozone zondag in de loop der jaren een verwacht en gewaardeerd evenement is geworden voor de Brusselaars;
- deze dagen het buurtleven bevorderen via talrijke burgerinitiatieven zoals rommelmarkten, bureneesten, ontdekkingsateliers, sportactiviteiten en rondleidingen;
- deze dagen een sterk positieve impact hebben op vlak van milieu en gezondheid. De vermindering van het autoverkeer heft met name een onmiddellijke en meetbare positieve impact op de luchtkwaliteit en dus op de gezondheid van de inwoners, door de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen te verminderen. Ook de reductie van het geluidsniveau door verkeer is positief voor het welzijn van de inwoners;
- deze dagen het buurtleven bevorderen via talrijke burgerinitiatieven zoals rommelmarkten, bureneesten, ontdekkingsateliers, sportactiviteiten en rondleidingen;
- deze momenten de sociale band versterken en een gezellige, gedeelde herovering van de openbare ruimte mogelijk maken;
- kinderen, ouderen en personen met beperkte mobiliteit bijzonder profiteren van deze dagen, omdat ze zich vrijer en veiliger in de openbare ruimte kunnen verplaatsen;
- deze dagen ook een uitgelezen gelegenheid zijn om andere vormen van actieve en duurzame mobiliteit te promoten en te ontdekken (wandelen, fietsen, step, openbaar vervoer, gedeelde mobiliteit);
- Burgerbevestigingen systematisch aantonen dat er een breed draagvlak is voor het houden van meerdere autoloze zondagen per jaar;

Vraagt:

- aan het College van Burgemeester en Schepenen om regionale initiatieven die gericht zijn op het verhogen van het aantal jaarlijks georganiseerde autovrije dagen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest actief te ondersteunen;
- om in overleg met de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid, bewonerscomités en lokale verenigingen de mogelijkheid te onderzoeken om op gemeentelijk niveau tijdelijk autovrije wijken te organiseren, met name tijdens schoolvakanties, om bewoners ademruimte te bieden en de gezelligheid te bevorderen;
- om in dit kader burger-, verenigings- en handelsinitiatieven aan te moedigen die bijdragen aan de levendigheid en dynamiek van de wijken tijdens deze periodes.

27 **Question orale de Madame Caroline Joway relative au protocole d'accord avec Bruxelles Fiscalité.** **(Complémentaire)**

Lors du conseil communal du 26 mai dernier, le Conseil communal a approuvé à l'unanimité le point numéro 26, à savoir le protocole d'accord ainsi que la convention de stage avec Bruxelles Fiscalité.

L'objectif de ce protocole de collaboration vise un but commun à l'Administration régionale et à la Commune d'Etterbeek : la recherche de biens historiquement exonérés partiellement ou totalement d'impôts mais que la situation actuelle inscrit dans une catégorie taxable.

A la suite de l'explication du point du mois de mai, un conseiller de notre groupe avait interrogé l'Echevin de Finances, Monsieur Madrane, afin d'avoir une première idée du nombre de bâtiments concernés. Monsieur l'Echevin nous avait alors répondu qu'il reviendrait vers nous avec une réponse précise lors du Conseil du mois de novembre afin de laisser le temps au Receveur, ainsi qu'à la responsable du service aménagement du territoire et à Bruxelles Fiscalité d'examiner la question.

Le groupe Ecolo-Groen remercie déjà tous ceux et celles qui ont fait/feront en sorte qu'une réponse précise lui soit apportée.

Mondelinge vraag van Mevrouw Caroline Joway over het protocolakkoord met Brussel Fiscaliteit. **(Aanvullend)**

Tijdens de gemeenteraad van 26 mei laatstleden heeft de gemeenteraad unaniem punt 26 goedgekeurd, namelijk het protocolakkoord en de stageovereenkomst met Brussel Fiscaliteit.

Het doel van dit samenwerkingsprotocol is een gemeenschappelijk streven van de Gewestelijke Administratie en de Gemeente Etterbeek: het opsporen van goederen die historisch gedeeltelijk of volledig van belastingen waren vrijgesteld, maar die volgens de huidige situatie in een belastbare categorie vallen.

Naar aanleiding van de toelichting van dit punt in mei had een raadslid van onze fractie een vraag gesteld aan de schepenen van Financiën, de heer Madrane, om een eerste idee te krijgen van het aantal betrokken gebouwen. De schepenen had toen geantwoord dat hij ons tijdens de gemeenteraad van november een nauwkeurig antwoord zou geven zodat de Ontvanger, de verantwoordelijke van de dienst Ruimtelijke Ordening en Brussel Fiscaliteit de tijd zouden hebben om deze vraag te onderzoeken.

De fractie Ecolo-Groen dankt alvast iedereen die ervoor heeft gezorgd of zal zorgen dat zijn een nauwkeurig antwoord krijgt.

28 **Interpellation de Madame Helena Ruiz Fabra sur la conformité et la révision du Règlement d'Ordre Intérieur. (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) du Conseil communal d'Etterbeek doit être conforme à la Nouvelle Loi Communale 2024 et aux ordonnances régionales récentes.

Je souhaite interpellier le Conseil sur sa responsabilité de vérifier cette conformité et, le cas échéant, de procéder à une révision. À titre d'exemples non exhaustifs, cette révision pourrait concerner :

- Les interpellations et questions des conseillers (délais et limites),
- Les interpellations et initiatives citoyennes (seuils et procédures),
- La déontologie des membres du conseil.

Je souhaiterais également savoir, le cas échéant, quel calendrier le Conseil envisage pour cette mise à jour, afin de garantir la conformité légale et la transparence du fonctionnement du Conseil, ainsi que pour la révision du site internet dans les parties concernées.

Interpellatie van mevrouw Helena Ruiz Fabra over de conformiteit en herziening van het huishoudelijk reglement (Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester, dames en heren raadsleden,

Het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad van Etterbeek moet in overeenstemming zijn met de Nieuwe Gemeentewet 2024 en de recente gewestelijke ordonnances.

Ik wens de raad te interpelleren over zijn verantwoordelijkheid om deze overeenstemming te controleren en, indien nodig, tot een herziening over te gaan. Als niet-limitatieve voorbeelden zou deze herziening betrekking kunnen hebben op:

- de interpellaties en vragen van de raadsleden (termijnen en beperkingen),
- de interpellaties en burgerinitiatieven (drempels en procedures),
- de deontologie van de leden van de raad.

Ik zou eveneens graag vernemen welk tijdschema de raad eventueel voorziet voor deze actualisering, om de wettelijke overeenstemming en de transparantie van de werking van de raad te waarborgen, evenals voor de herziening van de gemeentelijke website in de betrokken rubrieken.

29 Question orale de Monsieur Thibault Deleixhe concernant la disponibilité des fonds de compensation des CPAS. (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur le Président du CPAS,

Le projet de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en ce qui concerne la compensation des CPAS suite à la limitation dans le temps des allocations de chômage a fait l'objet d'une première approbation en Commission des Affaires sociales ce 7 novembre 2025. Ce texte doit encore être soumis au vote en séance plénière mais l'agenda des travaux parlementaires de cette instance n'est pas connu au jour du dépôt de cette question.

Pour que ce texte puisse produire ses pleins effets, il est indispensable que lui soient dévolus les crédits budgétaires nécessaires à l'octroi des fonds de compensation au CPAS en perspective de l'exclusion des chômeurs de longue durée dont la première vague est fixée au 1^{er} janvier 2026.

Or, le blocage politique actuel entourant la confection de l'ajustement budgétaire 2025 et du budget initial 2026 contraindra le gouvernement à opérer pour une durée indéterminée sous le régime des douzièmes provisoires, consistant ainsi que l'on sait à une reproduction du budget du mois correspondant de l'année antérieure.

Nous allons donc au-devant d'une probable absence des fonds de compensations qui avaient été promis pour rendre cette réforme soutenable pour les CPAS, et singulièrement les CPAS des communes bruxelloises, appelés à gérer l'exclusion de 31.354 chômeurs de longue durée d'ici avril 2026.

Au surplus, les 25 M€ qui avaient été promis aux CPAS dès la fin de cette année afin de permettre le recrutement anticipée de collaborateurs en perspective de l'accueil de la masse des chômeurs exclus – et sur base duquel le CPAS d'Etterbeek avait procédé au recrutement de 3 collaborateurs complémentaires – devait être inscrit à l'ajustement budgétaire. L'octroi de ces montants est donc au mieux incertain.

Dans ces conditions, alors que la plus dure des réformes du chômage depuis la seconde guerre mondiale prend effet dans 6 semaines, pouvez-vous nous indiquer la part des 25 M€ ainsi que la part des fonds de compensation que le CPAS d'Etterbeek avait escompté percevoir ?

Concrètement quelles difficultés budgétaires cela engendre-t-il pour le CPAS d'Etterbeek ? Dispose-t-il d'une trésorerie suffisante pour assurer la rémunération de l'entièreté de son personnel en cas d'indisponibilité prolongée de ces montants ? Est-il en mesure de garantir une continuité de tous ses services ? Si ce manque devait être comblé par des réaffectations internes au budget communal, dans quelle enveloppe puiseriez-vous ?

Et, si les liquidités venaient à manquer, quelles démarches envisagez-vous d'entreprendre auprès de l'autorité fédérale pour faire connaître la difficulté dans laquelle cette incertitude place le CPAS ?

Enfin, certains montants de compensation devaient être attribués en fonction du nombre de dossiers traités, y a-t-il une visibilité juridique sur le caractère possiblement rétroactif de l'octroi de ces montants ? Ou les dossiers traités avant la disponibilité des fonds ne donneront-ils lieu à aucune compensation ?

En vous remerciant, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur le Président de CPAS, ainsi que les membres de vos services qui seraient amenés à se pencher sur cette question, pour les éclairages que vous voudrez bien nous apporter à cet égard.

Mondelinge vraag van de heer Thibault Deleixhe over de beschikbaarheid van compensatiefondsen van de OCMW's. (Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester,

Mijnheer de voorzitter van het OCMW,

Het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie over de compensatie van de OCMW's naar aanleiding van de beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen werd op 7 november 2025 voor het eerst goedgekeurd in de commissie Sociale Zaken. Deze tekst moet nog worden voorgelegd aan de plenaire vergadering, maar de agenda van de parlementaire werkzaamheden van deze instantie was op het moment van het indienen van deze vraag nog niet bekend.

Opdat deze tekst zijn volle uitwerking zou kunnen krijgen, is het noodzakelijk dat de begrotingskredieten die nodig zijn voor de toekenning van de compensatiefondsen aan de OCMW's worden vrijgemaakt, met de uitsluiting van langdurig werklozen in het vooruitzicht, waarvan de eerste golf is gepland op 1 januari 2026.

De huidige politieke blokkade rond de opmaak van de begrotingsaanpassing 2025 en de initiële begroting 2026 zal de regering er echter toe dwingen om voor onbepaalde tijd te werken onder het stelsel van de

voorlopige twaalfden, wat zoals bekend neerkomt op een overname van het budget van de overeenkomstige maand van het voorgaande jaar.

Wij gaan dus richting een waarschijnlijke afwezigheid van de compensatiefondsen die waren beloofd om deze hervorming draaglijk te maken voor de OCMW's, en in het bijzonder voor de OCMW's van de Brusselse gemeenten, die de uitsluiting van 31.354 langdurig werklozen tegen april 2026 zullen moeten opvangen.

Bovendien moesten de 25 miljoen euro die aan de OCMW's was beloofd vanaf het einde van dit jaar, om vooraf medewerkers te kunnen aanwerven in het vooruitzicht van de opvang van de massa uitgesloten werklozen - en op basis waarvan het OCMW van Etterbeek drie bijkomende medewerkers had aangeworven - worden ingeschreven in de begrotingsaanpassing. De toekenning van deze bedragen is dus op zijn best onzeker.

In deze omstandigheden, terwijl de zwaarste werkloosheidshervorming sinds de Tweede Wereldoorlog binnen zes weken in werking treedt, kunt u ons aangeven welk deel van de 25 miljoen euro en welk deel van de compensatiefondsen het OCMW van Etterbeek had verwacht te ontvangen?

Concreet, welke budgettaire moeilijkheden brengt dit met zich mee voor het OCMW van Etterbeek? Beschikt het over voldoende liquide middelen om het volledige loon van zijn personeel te betalen in geval van langdurige onbeschikbaarheid van deze bedragen? Is het in staat om de continuïteit van al zijn diensten te garanderen? Als dit tekort zou moeten worden opgevangen door interne herschikkingen binnen de gemeentelijke begroting, uit welke enveloppe zou u dan putten?

En als de liquide middelen zouden ontbreken, welke stappen bent u van plan te ondernemen om aan de federale overheid duidelijk te maken welke moeilijkheden het OCMW ondervindt door deze onzekerheid?

Ten slotte, aangezien sommige compensatiebedragen moesten worden toegekend op basis van het aantal behandelde dossiers, bestaat er juridische duidelijkheid over het mogelijk retroactieve karakter van de toekenning van deze bedragen? Of zullen de dossiers die vóór de beschikbaarheid van de fondsen werden behandeld geen aanleiding geven tot enige compensatie?

Ik dank u, burgemeester, voorzitter van het OCMW en de medewerkers van uw diensten die zich over deze vraag zullen buigen, voor de informatie die u ons hierover wilt geven.

30 Question orale de Madame Ruiz Fabra relative au projet immobilier des anciennes glacières royales (Chaussée de Wavre 1013-1017, Auderghem) (Complémentaire)

Lors du conseil communal du 22 septembre, j'ai interpellé le collège sur le futur du site des anciennes glacières royales, qui prévoit commerces, équipements collectifs, logements et parking.

La commune d'Etterbeek a été consultée, en tant que commune limitrophe, au sujet de ce projet de rénovation et de reconversion.

La plupart des habitants ont été informés, via des articles de presse, qu'Etterbeek avait donné son feu vert au projet, contrairement à la position d'autres communes comme Ixelles et Auderghem, ainsi qu'à celle, par exemple, du comité de quartier de l'Amitié.

Pourriez-vous, comme indiqué dans mes questions du 22 septembre, expliquer pour quelles raisons vous avez donné votre feu vert à ce projet, comment la commune a pris en compte et défendu l'opinion des riverains, et quel est l'intérêt concret de ce projet pour Etterbeek, étant donné qu'il ne semble apporter aucun bénéfice direct à notre commune ?

Mondelinge vraag van Mevrouw Ruiz Fabra betreffende het project van de Voormalige Koninklijke IJskelders (Waversesteenweg 1017, 1160 Oudergem) (Aanvullend)

Tijdens de gemeenteraad van 22 september heb ik het college geïnterpelleerd over de toekomst van de site van de Voormalige Koninklijke IJskelders, waar winkels, collectieve voorzieningen, woningen en een parking zijn gepland.

De gemeente Etterbeek werd als grensgemeente geraadpleegd over dit project voor renovatie en herbestemming.

De meeste inwoners hebben via de pers vernomen dat Etterbeek zijn goedkeuring aan het project had gegeven, in tegenstelling tot andere gemeenten zoals Elsene en Oudergem en bijvoorbeeld het wijkcomité "Amitié".

Kunt u, zoals aangegeven in mijn vragen van 22 september, toelichten waarom u uw goedkeuring aan dit project hebt gegeven, hoe de gemeente rekening heeft gehouden met en de mening van de buurtbewoners heeft verdedigd en wat het concrete belang van dit project is voor Etterbeek, aangezien het blijkbaar geen rechtstreeks voordeel oplevert voor onze gemeente?